

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
RÉGLEMENTATION

DE LA
TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

par

Pierre SARRIEN

THÈSE DE DOCTORAT

<i>Président</i>	M. BERTHELEMY.
<i>Suffragants.</i>	{ M. SAUZET.
	{ M. TRUCHY.

Soutenue à la Faculté de Droit de Paris

Le 29 Mai 1908



AUXERRE

IMPRIMERIE ALBERT LANIER, 43, RUE DE PARIS

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RÉGLEMENTATION

DE LA

Télégraphie sans Fil

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ces thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
RÉGLEMENTATION

DE LA
TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

par

Pierre SARRIEN

THÈSE DE DOCTORAT

Président M. BERTHELEMY.

Suffragants. { M. SAUZET.
M. TRUCHY.

Soutenue à la Faculté de Droit de Paris

Le 29 Mai 1908



AUXERRE

IMPRIMERIE ALBERT LANIER, 43, RUE DE PARIS

—
1907

INTRODUCTION

La Découverte de la Télégraphie sans fil et ses conséquences

La découverte de la télégraphie sans fil est l'une des plus impressionnantes et des plus fécondes en aperçus nouveaux qui ait pu être réalisée dans ces dix dernières années de recherches scientifiques. Elle constitue, avec la découverte des rayons Roentgen d'une part, et avec celle du radium d'autre part, une révélation de premier ordre, l'incursion de la science dans un domaine jusque-là inconnu, qui est encore un peu mystérieux, mais dont les bornes semblent infinies pour le développement de l'hypothèse. Cette fée Electricité, à qui l'on avait demandé d'abord d'établir, rapidement et sûrement, des communications intercontinentales, puis, non moins rapidement et non moins sûrement, des communications universelles à travers toutes les mers du globe, a voulu réserver une surprise à ceux qui l'avaient mise ainsi à contribution. Elle a réalisé le prodige de mettre en communication à des distances qui vont jusqu'à 1.700 kilomètres, deux postes qui ne sont reliés par aucun moyen de liaison apparent.

La télégraphie sans fil, en effet, et c'est de là qu'elle tire son nom, se distingue de la télégraphie ordinaire par cette différence essentielle qu'elle se passe de fils et de câbles conducteurs d'électricité. Elle repose tout entière sur la théorie de l'éther et sur celle des ondes hertziennes. L'éther est, en physique, le milieu hypothétique, élastique et impondérable, qui remplit tout l'espace, et à la déformation duquel seraient dûs tous les phénomènes lumineux et électriques. Un point lumineux, une étincelle électrique, peu-

vent provoquer un mouvement vibratoire de l'éther, et ce mouvement donner naissance à des phénomènes perceptibles à une certaine distance. Le cas, où le mouvement vibratoire est causé par un point lumineux, se résout facilement au point de la réception à distance de la vibration transmise : l'œil humain fonctionne comme appareil récepteur et il enregistre lui-même la vibration. La solution est moins simple pour le cas où le mouvement vibratoire est causé par une étincelle électrique. Les ondes électriques (ondes de Hertz) ne peuvent être reçues à distance que par des appareils spéciaux susceptibles d'être impressionnés par elle. Il a fallu inventer ces appareils spéciaux pour que la télégraphie sans fil proprement dite fût créée. Avec le point lumineux comme cause et l'œil humain comme récepteur, une « télégraphie optique », à courte distance, était seule possible (1).

Le premier appareil inventé pour la réception des ondes hertiennes fut le tube à limaille, imaginé par M. le professeur Branly, un de ceux dont le nom mérite d'être cité en première ligne lorsque l'on parle de télégraphie sans fil. Un ingénieur italien, M. Marconi, en s'appuyant toujours sur les propriétés spéciales des limailles métalliques, construisit, après M. Branly, un « détecteur d'ondes », dont le modèle est aujourd'hui généralement adopté. Ce n'est, d'ailleurs, point ici la place de signaler les perfectionnements de détail apportés dans les appareils de télégraphie sans fil par Tissot, par Schaeffer, par Popoff, par Tomasina, par Slaby-Arco et par le capitaine Ferrié. Le récepteur Marconi se compose d'un cohéreur intercalé en même temps qu'un relais télégraphique dans le circuit d'un élément de pile. Lorsque, sous l'action des ondes électriques, la limaille devient conductrice, le circuit excitateur du relais est fermé et un récepteur Morse est mis en action, qui permet de prendre connaissance de la dépêche envoyée. Il est bien entendu que pour réaliser ainsi la transmission d'un message, il a fallu, au point de départ, au point d'émission de l'étincelle électrique qui détermine le mouvement vibratoire de l'éther, installer aussi un appareil spécial. Cet appareil est le « transmetteur » : il permet de donner naissance à un langage convenu par l'émission ou l'interruption à volonté des ondes électriques. Il se compose invariablement d'un oscilla-

(1) Voir sur ce point, et sur tout ce qui suit au point de vue de la théorie scientifique de la télégraphie sans fil : *Le Journal télégraphique de Berne*, 1902, « De l'état actuel de la télégraphie sans fil ».

teur inséré dans le secondaire d'une bobine de Ruhmkorff, le primaire comprenant la source électrique et la clef Morse.

Ainsi, la télégraphie sans fil s'explique sans difficulté, et son idée, qui paraît, au premier abord, d'une haute obscurité scientifique, est, au contraire, d'une assimilation et d'une vulgarisation faciles. Dès que l'on comprend qu'une impulsion électrique peut déterminer dans l'éther un déplacement de couches concentriques qui vont se propageant et se répandant à travers l'espace, on se rend compte, sans autres efforts, de ce qu'est la télégraphie sans fil. Il suffit, en effet, de concevoir au-delà que les couches concentriques, les ondes hertziennes — pour les appeler par leur nom, — impressionnent à distance un appareil installé à cet effet, et qu'elles l'impressionnent, non pas au hasard, mais suivant des conditions convenues, réglées au point de départ par le transmetteur. En supposant que ces conditions convenues ne soient pas autre chose que le trait et le point de l'alphabet morse, le problème est définitivement résolu et une dépêche peut être échangée, par exemple de Wimereux à Douvres, sans autre qu'un « transmetteur » à Wimereux et un « détecteur » à Douvres. La belle chose, en vérité, que la science, et comme elle est capable d'exécuter, en toute simplicité, des choses paraissant irréalisables!

Quoi qu'il en soit, la découverte de la télégraphie sans fil n'a pas pu s'opérer sans entraîner un réel bouleversement dans le régime existant des communications télégraphiques. L'installation permanente et continue de fils et de câbles n'est plus nécessaire. On peut, à son gré, créer des postes mobiles partout où l'on a envie d'en installer, et sans se préoccuper des graves difficultés d'installation que suscite la télégraphie ordinaire. Un transmetteur et un récepteur, une antenne installée sur un balcon, sur un toit, à l'extrémité d'un paratonnerre, d'un sémaphore ou d'un mât de navire, c'est tout ce qu'il faut pour établir des communications. On peut donc avoir, dans sa valise de voyage, son télégraphe sans fil toujours préparé. La première conséquence découlant d'une telle simplicité d'installation, c'est la nécessité moindre du monopole administratif pour la télégraphie sans fil, et la difficulté plus grande de faire régner ce monopole. Pour la télégraphie ordinaire, en effet, il a bien fallu se rendre compte qu'un monopole d'État était indispensable à son installation et à son fonctionnement compliqués. Ici, pas de servitudes à imposer, pas de fils à dérouler, pas de piles à entretenir; tout le monde pourrait faire à sa fenêtre, s'il le voulait ou si on ne le lui défen-

ne doit pas, de la télégraphie sans fil pour son usage privé. L'intégrité du monopole postal et télégraphique semblerait donc menacée à ce point de vue spécial, si l'on n'était obligé de considérer les troubles que le passage des ondes hertziennes peut occasionner sur les diverses installations électriques qu'elles rencontrent. Il y a là un danger qui rend au monopole toute sa force vis-à-vis de l'initiative privée. Au reste, cette initiative est inadmissible au point de vue des conséquences du droit international que fait naître encore la télégraphie sans fil. Désormais, avec la découverte nouvelle, un navire n'est plus isolé du continent, même au milieu de l'Atlantique, et les cuirassés ou les bateaux marchands peuvent communiquer entre eux, en pleine mer, à des centaines de milles de distance. On peut communiquer par dessus les frontières sans laisser de traces de la communication, et deux corps d'armée peuvent se tenir au courant de leurs opérations, tout en n'en laissant rien paraître. Autrefois, les fils électriques étaient, pour cela, matériellement nécessaires, et l'on a conservé le souvenir de certain épisode de la guerre de 1870, où un héroïque ouvrier jardinier put couper cinq fois, avant d'être fusillé, les fils qui permettaient la correspondance entre deux fractions importantes de l'armée prussienne. Il est hors de doute que l'État doit intervenir pour assurer la réglementation de la télégraphie sans fil au mieux de l'intérêt supérieur de la collectivité. Le problème international des droits de l'État sur l'atmosphère se pose, d'ailleurs, avec une importance croissante, en cette époque où les progrès de l'aéronautique semblent nous mener sûrement à la conquête de l'air.

La réglementation de la télégraphie sans fil mérite donc d'être étudiée, en premier lieu, au point de vue du droit administratif, en ce qui touche à l'exploitation du nouveau système par monopole d'État ou par initiative privée, et, d'autre part, au point de vue du droit international, en temps de paix et en temps de guerre. L'examen des décrets du 7 février 1903, du 27 février 1904 et du 5 mars 1907, l'analyse de l'affaire Popp, serviront à éclairer le premier point, avec le relevé des tendances qui paraissent prédominer, sur la question, à l'étranger. Les résultats de la conférence de Berlin, ceux de la conférence de Gand, la précision du temps de guerre et du temps de paix, l'examen attentif de la situation des Compagnies privées concessionnaires (à l'étranger), vis-à-vis des difficultés internationales, aideront à constituer la seconde partie.

Sans doute, acquerrons-nous ainsi la conviction que nous

sommes, actuellement encore, au point de vue de notre étude, dans une période transitoire, mais nous n'en aurons pas moins soulevé la grosse question des difficultés législatives qui peuvent naître du chef des découvertes scientifiques, et nous aurons apporté quelques éléments utiles pour la réglementation définitive de la télégraphie sans fil. Au demeurant, la question est loin, déjà, d'être uniquement chez nous une question théorique, puisqu'il existe, à ce jour, deux postes officiels de télégraphie sans fil mis en fonction par l'administration des Postes : les postes d'Ouessant et de Porquerolles. On élabore activement un programme qui comportera la création de cinq à six postes. Deux de ces postes, celui de Saintes-Maries-de-la-Mer et celui d'Alger, pourront entrer en activité avant la fin de l'année (1).

(1) Voir : « Rapport sur le Budget des Postes et Télégraphes », exercice 1907 (Chambres des Députés). L'arrêté créant le poste de radiotélégraphie de Saintes-Maries-de-la-Mer a été pris le 24 juin 1907. La mise en service de ce poste sera fixée ultérieurement.

PREMIÈRE PARTIE

**De la Réglementation Administrative
de la Télégraphie sans fil**

DE LA RÉGLEMENTATION

DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

CHAPITRE I

LA RADIOTÉLÉGRAPHIE ET LE MONOPOLE DE L'ÉTAT

Le monopole télégraphique s'est imposé, en France, pour les mêmes raisons que le monopole postal. La régularité, la rapidité et le bon marché des communications, nécessitaient l'intervention de l'État qui, d'autre part, était mieux placé que quiconque pour conclure utilement les conventions internationales indispensables. On peut discuter, en économie politique, sur les avantages et les inconvénients de l'interventionnisme, sur les bienfaits du monopole ou sur ceux de la libre concurrence, cela n'empêche pas qu'en droit administratif proprement dit, il est possible d'ériger en service public toute exploitation même commerciale ou industrielle. Comme, au point de vue postal et télégraphique, les avantages du monopole étaient indiscutables, il n'y avait donc aucun inconvénient à l'organiser quelles que fussent les théories économiques observées ou violées.

Le monopole télégraphique a été établi par la loi du 2 mai 1837. Il fut institué pour le télégraphe optique de Chappe auquel ressemble pour la commodité et la mobilité des installations, précisément le télégraphe sans fil. Mais, bien entendu, les postes du télégraphe Chappe, étaient très rapprochés et leur utilisation

très limitée. La nuit, le brouillard, la pluie, la neige, mille et une causes d'interruptions en empêchaient le fonctionnement. Une spirituelle chanson de Nadaud ne disait-elle pas à ce sujet :

Que fais-tu, mon vieux Télégraphe,
Au sommet de ton vieux clocher,
Sérieux comme une épitaphe,
Immobile comme un rocher ?
Hélas ! comme d'autres peut-être,
Devenu sage après la mort,
Tu réfléchis, pour les connaître,
Aux nouveaux caprices du sort.

.

Tu fus l'énigme de notre âge ;
Nous voulions, enfants curieux,
Deviner ce muet langage,
Qui semblait le parler des dieux,
Lorsque tes bras cabalistiques
Lançaient à l'horizon blafard,
Les mensonges diplomatiques
Interrompus par le brouillard !

Le télégraphe de Chappe était, du reste, exclusivement réservé à la correspondance officielle. Il n'en a pas moins rendu de très grands services, et ce serait une erreur de croire que, en 1837, lorsque la loi du monopole fut promulguée, la télégraphie optique était dans un état rudimentaire. La France possédait alors un réseau de télégraphie optique de 5.000 kilomètres, fonctionnant au moyen de 534 stations et mettant 29 centres politiques et administratifs en correspondance avec Paris. La ligne de Lyon était poussée vers Turin, Milan et Mantoue, et la ligne Paris-Lille bifurquait dans cette dernière ville, vers Boulogne-Ostende, et vers Bruxelles-Amsterdam (1). Il y avait donc un intérêt réel, pour le gouvernement, à monopoliser la télégraphie optique. La loi de 1837 fut une loi de police politique, mais on n'en doit pas moins tirer de sérieuses indications au point de vue du monopole de la télégraphie sans fil, puisque les ressemblances existent entre les deux modes de télégraphie et que peut importe, au point de vue du principe de ces ressemblances, que la télégraphie optique fût réservée aux communications officielles tandis que la télégraphie sans fil peut recevoir aujourd'hui les télé-

(1) Emile Piérard. *La Télégraphie sans fil à travers les âges.*

grammes privés. Il n'était donc pas inutile de consacrer quelques lignes « au vieux télégraphe du vieux clocher. »

Le monopole de la télégraphie ordinaire fut assuré par le décret-loi du 27 décembre 1851. La télégraphie électrique avait déjà démontré son écrasante supériorité sur la télégraphie optique, et les services qu'elle était appelée à rendre dans le monde économique nouveau issu de la transformation radicale des moyens de production, s'étaient révélés si clairement qu'une loi du 9 novembre 1850 avait ouvert la télégraphie à la correspondance privée. Une loi de monopole s'imposait donc, et cette fois, non plus à un point de vue de police politique, mais à un point de vue d'intérêt général. Le service télégraphique devenait un service public pour être mieux assuré au profit de tous. Cette conception du monopole télégraphique n'a pu que s'accroître depuis 1851. La loi du 18 juillet 1885 a déterminé les servitudes que les particuliers doivent subir pour l'installation des poteaux télégraphiques, des supports et généralement pour tout ce qui est nécessaire au fonctionnement régulier du service télégraphique. L'idée du monopole n'a subi un échec qu'au point de vue des téléphones, et encore cet échec ne fut-il que passager. Les téléphones français, à l'exemple sans doute de ce qui se passe en Angleterre, furent concédés d'abord à une Société privée. Ils ont été rachetés par la loi du 16 juillet 1889.

La question qui se pose donc maintenant est de savoir si la radiotélégraphie, comme autrefois la télégraphie optique, comme la télégraphie ordinaire, comme les téléphones, doit être soumise à un monopole de l'État. Ainsi que nous l'avons fait pressentir dans l'introduction de cette étude, il ne doit y avoir de doute pour l'affirmative, ni en droit, ni en fait.

On pourrait arguer contre le monopole de la télégraphie sans fil que la radiotélégraphie constitue un domaine spécial, qui ne peut être assimilé justement, ni à la télégraphie optique, ni à la télégraphie ordinaire, ni aux téléphones. Le télégraphe sans fil est simple, mobile, et sans frais importants. Pour correspondre à ces caractères de simplicité, de mobilité et de bon marché, on doit laisser aux particuliers toute liberté d'user à leur guise de la découverte nouvelle. Ce n'est que pour mieux assurer le bon marché, le fonctionnement régulier, simple et rapide de la télégraphie ordinaire que l'on en a monopolisé le service : dès lors, on doit laisser libre la télégraphie sans fil, car d'elle-même elle présente ces garanties de bon marché, de simplicité et de mobilité que l'on avait cru indispensable de réclamer par ailleurs à

l'État. D'autre part, si l'État monopolise la télégraphie sans fil, il est certain que ce monopole subira, malgré tout, de sérieuses atteintes : dès le moment où il est si facile de communiquer radiotélégraphiquement, il ne manquera pas de s'installer par fraude, un peu partout, de nombreux postes de télégraphie sans fil. Enfin, il ne faut pas oublier que nous sommes ici sur un terrain assez mystérieux, aux bornes inconnues, et qu'il faut laisser aux individus la plus grande latitude pour faire l'exploration de ce terrain.

Tous ces arguments, quelque habiles qu'ils paraissent, n'ont qu'une faible portée. Assurément, le télégraphe sans fil est, par lui-même, simple, mobile et peu coûteux. Mais cela ne veut pas dire qu'il puisse être laissé sans inconvénients entre les mains de tout le monde. D'abord, à un point de vue général, ils sont assez peu nombreux ceux qui peuvent, sans danger, user de l'électricité. Produire l'excitation électrique n'est pas difficile pour des gens de métier, mais cela peut être malaisé et dangereux pour l'immense majorité des gens. De plus, si l'on parle d'une concession à une Compagnie privée, on peut dire que ce n'est là qu'une sorte de monopole indirect dont nous avons fait l'expérience avec les téléphones, et dont nous ne tenons plus à user. Il est un inconvénient de la télégraphie sans fil contre lequel la Compagnie privée demeurera plus impuissante que l'État. C'est le trouble que peuvent occasionner les ondes hertziennes sur les installations électriques ordinaires. En raison de cette considération, l'État est obligé d'intervenir. Ne vaut-il pas mieux, dès lors, qu'en prenant lui-même à sa charge le service radiotélégraphique, il assume l'entière responsabilité de son intervention ? D'autant plus qu'il est admirablement placé, possédant en propre le service télégraphique ordinaire, pour savoir comment il est possible de juxtaposer à ce service la télégraphie sans fil.

On parle de fraudes — l'argument n'est pas sérieux — on a pu l'invoquer pour les allumettes ou les tabacs, on ne saurait le mettre en avant pour une spécialité telle que la télégraphie sans fil. Ce qui paraît le plus intéressant, c'est l'obstacle que pourrait ici apporter le monopole à la libre initiative scientifique. Mais on peut très bien parer à l'objection en permettant sur simple autorisation, les essais et expériences des savants et des chercheurs et même des individus qui paraissent mériter cette autorisation pour leurs besoins personnels. On aurait sûrement tort de ne pas agir ainsi, dans une période de tâtonnements vers un outillage et des procédés parfaits.

Ainsi, le monopole de la radiotélégraphie semble aussi indispensable en France que le monopole de la télégraphie ordinaire. Aucun des arguments que l'on élève contre lui ne peut être considéré comme décisif, et, de plus, le régime du monopole est le seul offrant des garanties sérieuses pour conclure les conventions internationales qui devront régler la situation, tout particulièrement délicate, de la télégraphie sans fil au point de vue du droit des gens. C'est l'existence des Compagnies étrangères de télégraphie sans fil qui embrouille le problème, au point que ni à Gand, ni à Berlin, on n'a pu trouver un terrain d'entente, lorsqu'en Congrès international, on a parlé de la question.

En fait, dans la législation française, il est bien établi que la télégraphie sans fil constitue un monopole d'Etat. La loi de 1837 sur la télégraphie optique parle « de signaux transmis d'un point à un autre ». Elle n'a pas été abrogée; elle s'applique donc à la télégraphie sans fil, et d'autant mieux qu'il y a, comme nous le disions plus haut, une ressemblance entre la télégraphie optique, et la télégraphie sans fil, l'une et l'autre reposant sur la théorie des vibrations de l'éther. Trois décrets, le décret du 7 février 1903, celui du 27 février 1904 et celui du 5 mars 1907, ont, en conformité avec la loi de 1837, réglé le monopole d'Etat de la télégraphie sans fil. Les deux décrets de 1904 et de 1907 marquent des modifications qui furent rendues nécessaires par le développement rapide de la télégraphie sans fil. Chacun des décrets mérite cependant une étude spéciale et l'intérêt de cette étude ne pourra qu'être relevé par l'analyse d'un procès que l'administration crut devoir intenter, pour la défense de ses droits, à la Société française des télégraphes et des téléphones sans fil.

CHAPITRE II

LE DÉCRET DU 7 FÉVRIER 1903

Le décret du 7 février 1903, étant le premier en date des décrets sur la matière difficile de la télégraphie sans fil, ne fut pas établi sans des hésitations et des tâtonnements. Dès novembre 1902, le sous-secrétaire d'Etat se préoccupait de la rédaction de ce décret. Il importait de savoir si l'on devait affirmer explicitement le principe du monopole de l'État sur la télégraphie sans fil, ou bien si on devait se contenter de rappeler la loi de 1837 et le décret-loi de 1851. Il importait, surtout, de préciser quelle part on devait faire aux Compagnies privées, et sous qu'elle forme on devait leur offrir cette part(1). De supprimer complètement l'initiative privée, et ceux des inventeurs qui l'exploitaient ne voulaient pas être lésés du fruit de leur labeur. Sur le premier point, de l'affirmation nette du monopole de l'État, on prétendait qu'il était inutile de faire double emploi avec les lois antérieures. La loi de 1837 était assurément assez catégorique dans les termes que nous avons cités, de « signaux transmis d'un point à un autre ». Quant au décret-loi de 1851, son article 1^{er} : « Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des

(1) C'est ainsi que la question fut posée au sous-secrétariat d'Etat. Des documents officiels qui ont été obligeamment mis sous nos yeux, nous permettent de l'affirmer.

correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation », laissait prise à l'équivoque. La télégraphie sans fil ne comporte pas de *lignes*, mais des *postes*. Il valait donc mieux formuler clairement qu'aux monopoles de télégraphie optique, de télégraphie électrique ordinaire et des téléphones, l'administration ajoutait le monopole de la télégraphie sans fil. Pour le second point, de la situation à faire aux particuliers désireux d'exploiter la découverte de la télégraphie sans fil, la difficulté était sérieuse. On soutenait qu'il fallait éviter dans le décret toute déclaration de nature à marquer l'intention des bureaux de la rue de Grenelle, de concéder à des particuliers l'établissement de postes de télégraphie sans fil dans un but d'intérêt privé. On ne voulait pas qu'il fût parlé de « services particuliers d'intérêt privé ». Le droit, rappelé dans un article 1^{er}, d'autorisation administrative pour des lignes d'intérêt privé, suffisait, disait-on, à ménager les droits individuels. Cette manière de voir ne prévalut point. Il fut répondu que si l'on voulait permettre l'installation de postes privés, il fallait le dire dans le décret, parce que le droit d'autoriser des concessions n'avait pas été prévu pour la télégraphie sans fil. De fait, l'article 2 du décret de février 1903 se réfère explicitement « à des correspondances d'intérêt privé ». Nous verrons, dans l'analyse du décret comment il faut interpréter cette rédaction.

Le décret de 1903 est précédé d'un rapport au Président de la République, dont il est intéressant de représenter ici les grandes lignes. Après avoir rappelé les premières tentatives faites dans le but de communiquer à distance par la télégraphie sans fil, et les perfectionnements réalisés, depuis 1896, dans cette nouvelle application scientifique, le rapport constate que le moment semble être venu de mettre le nouveau système à la disposition de certains services de l'État, et du public lui-même, *pour l'acheminement de certaines correspondances d'une nature spéciale*. Puis, ayant constaté que la télégraphie sans fil n'est pas encore arrivée à l'apogée de sa perfection, au point que des communications destinées à un poste récepteur peuvent être enregistrées par un poste autre que celui auquel elles sont destinées, le rapporteur, M. le Ministre du Commerce et des Postes, déclare qu'il est indispensable, pour éviter tous inconvénients, d'établir une entente préalable entre les divers départements ministériels susceptibles d'utiliser la télégraphie sans fil pour leurs besoins particuliers. « Cette entente préalable et nécessaire serait, dit le rapport, assurément facilitée dans une très large mesure, si l'exploitation de

la télégraphie sans fil était confiée à un même service de l'État centralisant toutes les demandes d'établissement de postes et agissant au mieux des intérêts en présence, intérêts dont le degré d'urgence ou d'importance lui aurait été signalé au besoin pour chaque espèce. Grâce à cette organisation, lorsque les postes demandés par les départements ministériels ne pourraient être établis sans se gêner mutuellement, ce service effectuerait lui-même toutes les transmissions, en tenant compte de leur urgence, ainsi qu'il est déjà procédé pour les télégrammes échangés par la télégraphie ordinaire. Dans cet ordre d'idées, il n'est pas douteux que l'Administration des Postes et des Télégraphes, dont l'attribution essentielle est l'acheminement de la correspondance télégraphique, aussi bien officielle que privée, est naturellement désignée pour l'exploitation de ce système de transmission. » Suit un juste éloge de l'Administration des Postes, « qui connaît les besoins du public et sait se plier aux exigences commerciales qu'elle a pour mission de satisfaire. » Enfin, le rapporteur fait appel à cette considération que l'Administration des Postes est seule capable de préparer des arrangements télégraphiques internationaux pour exploiter les communications internationales, et il conclut : « En résumé, la similitude des procédés d'exploitation entre la télégraphie électrique et la télégraphie sans fil, l'aide qu'ils doivent se prêter mutuellement, l'analogie dans les résultats et la liaison intime du nouveau système avec la télégraphie sous-marine, les intérêts du commerce et de la navigation, l'interprétation constamment admise pour l'exécution des lois du 2 mai 1837 et du 27 décembre 1851, tout concourt à montrer que c'est à l'Administration des Postes et des Télégraphes que doit revenir l'exploitation du nouveau mode de transmission et, par suite, le soin d'assurer dans ce cas particulier, comme dans tous les autres, l'exercice du monopole télégraphique. »

Le principe du monopole d'État se trouve donc nettement posé dans le décret du 7 février 1903. L'article 1^{er} du décret est ainsi conçu dans son paragraphe 1^{er} : « L'Administration des Postes et des Télégraphes est *seule* chargée de l'établissement et de l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance *officielle ou privée* (1). » Point de doute à avoir,

(1) Voici, d'ailleurs, le texte complet du décret du 7 février 1903 :

Le Président de la République française,

Vu la loi du 2 mai 1837 sur le monopole des lignes télégraphiques;

Vu la loi du 9 novembre 1850 sur la télégraphie privée;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851 portant, dans son article 1^{er}, qu'aucune ligne

ni d'hésitation à formuler : le monopole d'État est établi pour la radio-télégraphie. La première conséquence de ce principe ainsi mis en lumière, c'est que le système des concessions à des compagnies privées est complètement mis à l'écart. L'Administration des Postes semblé avoir, en France, le regret d'avoir procédé, au début, pour les téléphones, par le système de la concession, et elle l'éloigne sans esprit de retour pour la télégraphie sans fil. Les deux seules exceptions qui sont apportées par le décret au principe du monopole, concernent le fonctionnement des divers services d'État : Guerre, Marine, Travaux Publics, qui pourront avoir à user de la radio-télégraphie, et la confirmation du droit commun du décret de 1851 pour l'échange des correspondances d'intérêt privé répondant à des besoins personnels.

La première de ces exceptions correspond à une importante particularité de la télégraphie sans fil. Dès les premières expériences de MM. Branly et Marconi, les services de la Guerre et de

télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation ;

Vu la loi du 5 avril 1878 autorisant l'Administration des Postes et des Télégraphes à consentir des abonnements à prix réduits pour la transmission des dépêches télégraphiques, lorsque cette transmission s'effectue en dehors des conditions ordinaires établies pour l'application des taxes télégraphiques ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'Administration des Postes et des Télégraphes est seule chargée de l'établissement et de l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance officielle ou privée.

Toutefois, les divers services de l'État pourront, après entente avec l'Administration des Postes et des Télégraphes, établir et exploiter directement des postes de télégraphie sans fil destinés exclusivement à la correspondance officielle.

ART. 2. — Des postes destinés à l'échange des correspondances d'intérêt privé pourront être établis et exploités par des particuliers, après autorisation donnée par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, par application du décret-loi du 27 décembre 1851.

Les arrêtés d'autorisation détermineront les conditions d'établissement et d'exploitation de ces installations.

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 9 février 1903.

Par le Président de la République : ÉMILE LOUBET.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

G. TROUILLOT.

la Marine, comprirent le parti considérable que l'on pouvait tirer de la radiotélégraphie au profit de la défense nationale. Ce fut avec un noble zèle patriotique qu'on se préoccupa, tant à la rue Saint-Dominique qu'à la rue Royale, d'installer des postes d'essai de télégraphie sans fil, et que l'on s'efforça d'en améliorer, par des études savantes et de précieuses expériences, le fonctionnement encore un peu rudimentaire. L'Administration des Postes vit cela sans animosité, en plaçant au-dessus de toute idée mesquine de rivalités administratives, l'intérêt supérieur du pays. Elle devait cependant tenir à préciser ses droits de monopole ; certains passages du rapport précédant le décret de 1903, passages que nous avons analysés ou cités plus haut, en sont la preuve. Le décret, lui-même, dans la vigoureuse précision de son article 1^{er}, marque bien la préoccupation de l'Administration d'affirmer ses droits à l'égard de tous. L'exception formulée en faveur « des services publics » n'est point toutefois renfermée en des limites trop étroites. Elle spécifie simplement que les postes doivent être établis *après entente avec l'Administration* et qu'ils doivent être *exclusivement réservés à la correspondance officielle*. Nous aurons l'occasion de constater, dans les autres décrets, une réglementation différente des dérogations accordées sur ce point.

La seconde exception est une simple application du droit commun de 1851. Le décret sur la télégraphie électrique ordinaire avait prévu le cas où des particuliers pourraient tenir à installer à leurs frais, pour leurs besoins personnels, un fil spécial, et il avait soumis cette faveur particulière à une autorisation administrative. Le décret de février 1903 se contente de rappeler le décret-loi de 1851. Si l'on avait eu quelque doute sur ce point, il aurait suffi de se référer à la phrase suivante du rapport : « *Accessoirement*, l'article 2 du projet rappelle, en conformité des règles de droit commun applicables en cette matière, les conditions suivant lesquelles les particuliers pourront être autorisés à établir des installations de télégraphie sans fil. » Au demeurant, l'Administration ne devait pas tarder à offrir un exemple de l'exception consentie dans l'article 2 du décret de 1903. Peu de temps après l'apparition du décret, la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest fut autorisée à établir, à Dieppe, un poste de télégraphie sans fil, pour le service de la navigation entre Dieppe et Newhaven. On a pu dire qu'il ne s'agissait pas là d'un « besoin personnel » ou d'un « intérêt privé (1) » parce que l'autorisation

(1) Documents officiels de l'Administration des Postes.

n'était donnée qu'en vue de la sécurité des voyageurs ou du bon acheminement des correspondances postales, il n'en est pas moins vrai que l'Administration a voulu voir là un service particulier, donc un service d'intérêt privé, au bénéfice de la Compagnie de l'Ouest. Il ne faudrait pas croyons-nous, sur ce sujet, user de l'expression trop dangereuse de « concession ». Pour chasser toute équivoque, il est préférable de ne jamais employer les termes « concéder » ou « concession » et de les remplacer par les termes « autorisation d'installer des postes privés ». Cette dernière formule représente mieux et sans amphibologie les principes de la théorie de l'Administration refusant d'accorder des « concessions » à des Compagnies privées contre son monopole, mais acceptant « d'autoriser » des individus ou des Sociétés à installer des postes privés pour leur usage personnel. L'historique et l'analyse d'un procès curieux où furent condamnés, en correctionnelle, certains membres d'une « Société française des Télégraphes et Téléphones sans fil » va nous permettre encore de mieux nous rendre compte des positions prises par l'Administration vis-à-vis de ceux qui ont voulu monter à l'assaut de son monopole.

CHAPITRE III

LE PROCÈS DE LA « SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES SANS FIL »

La « Société française des télégraphes et téléphones sans fil » s'était constituée vers le milieu de l'année 1901. D'après ses statuts elle avait pour objet : « 1° La recherche et l'étude de tous les procédés et découvertes relatifs à la production et à la transmission électrique sans fil ; 2° la création, l'acquisition, l'expérimentation et la mise en valeur de tous les brevets relatifs à la production et à la transmission électrique sans fil, et notamment de la télégraphie sans fil ; 3° la cession des licences ou de la propriété de ces brevets à des États ou à des tiers pour leur exploitation directe ». Afin, sans doute, de mettre en pratique ses statuts, la Société prénommée crut devoir lier connaissance dès février 1902, avec l'Administration, et pour débiter, dans ses relations nouvelles par un coup d'éclat, elle offrit à la direction de l'Exploitation Electrique, un projet de postes de télégraphie sans fil aux Comores, à Madagascar, à la Réunion sur la côte occidentale d'Afrique, et, surtout le projet mirifique d'une ligne télégraphique *souterraine* à travers le Sahara. L'Administration examina plans et projets et réclama des explications supplémentaires.

Ces explications ne furent jamais données, mais, le 12 mai, la

Société demandait l'autorisation d'établir un poste de télégraphie sans fil au cap de la Hève, et de faire des expériences, entre ce poste et un *poste mobile* installé dans une automobile qui se déplacerait, le long de la côte, vers Barfleur. Avis fut demandé par l'Administration aux services de la marine, et sous réserve de la condition posée par ce Département que le poste installé à Barfleur ne serait pas un poste fixe, l'autorisation fut accordée. Aussitôt, la Société émit le vœu d'être autorisée à percevoir une taxe pour les télégrammes qui passeraient dans les postes qu'elle se proposait d'installer. Sa demande, sur ce point, fut repoussée. L'Administration spécifia qu'elle n'avait accordé l'autorisation que pour des *essais techniques et temporaires*, et que, dans aucun cas, elle n'entendait concéder à une Compagnie privée le droit de percevoir des taxes susceptibles de porter atteinte à son monopole.

La Société ne répondit pas directement à ces explications : elle se contenta de demander la permission de substituer au projet primitif, cap de la Hève-Barfleur, un nouveau projet de postes au cap de la Hague, au cap Gris-Nez et au Tréport. L'Administration ne put que confirmer, sur cette nouvelle demande, que la Société justifiait par la puissance plus forte du nouveau radio-conducteur Branly permettant d'espérer des communications entre des points plus éloignés que le cap de la Hève et Barfleur, sa première réponse. Elle ne pouvait autoriser que des essais techniques et temporaires. La marine s'était, d'autre part, formellement refusée à l'autorisation d'établir un poste quelconque à la Hague.

L'affaire en était là quand la Société fit annoncer à grand bruit par la presse que, nantie de toutes les autorisations administratives nécessaires elle se disposait à ouvrir au cap de la Hague un poste fixe de télégraphie sans fil pour correspondre avec les navires en mer ! L'Administration ne pouvait laisser passer cette nouvelle sans protestation. Elle envoya à la Société une lettre dans laquelle elle lui faisait savoir que tout échange de signaux depuis un poste établi au cap de la Hague exposerait ses auteurs à des pénalités prévues par le décret-loi du 27 décembre 1851. La Société n'en persista pas moins à faire installer un poste au cap de la Hague. Elle ne restait pas d'ailleurs inactive dans l'intervalle de cette installation. De juillet à décembre 1902, elle assaillait l'Administration des demandes les plus diverses, depuis l'établissement d'une communication entre Gabès et le lac Tchad jusqu'à l'organisation complète et immédiate d'un réseau herti-

zien dans Paris. Ces propositions pouvaient difficilement être prises au sérieux ; l'Administration ne pouvait, d'autre part, encourir le reproche de complicité dans l'émission de prospectus n'ayant vraisemblablement qu'un objet financier. Le décret du 7 février 1903 avait été promulgué. Il fallait agir. Le prétexte était tout trouvé dans l'installation illicite du poste de la Hague. Sur la plainte de l'Administration, des poursuites furent intentées contre la Société française des télégraphes et des téléphones sans fil, ou plutôt contre ses agents, MM. Popp, Loeske, Lehrner, L'Homme, Guérault et Montvoisin. La prévention était fondée sur l'émission de signaux télégraphiques sans autorisation, délit prévu et puni par les articles premier de la loi du 2 mai 1837, du décret du 27 décembre 1851 et par les articles 59 et 60 du Code pénal. L'affaire vint, le 11 mai 1903, devant le tribunal de Cherbourg. MM. Lerhner, L'Homme, Guérault et Monvoisin furent renvoyés des fins de la poursuite, sans dépens, parce qu'il ne fut pas prouvé qu'ils avaient envoyé des signaux à l'aide de machines télégraphiques. MM. Popp et Loeske, contre lesquels le délit fut reconnu établi, furent condamnés solidairement, le premier à 50 francs d'amende et le deuxième à 16 francs, tous les frais du procès à leur charge. L'arrêt, fortement motivé, relevait ce fait dans un de ses attendus, que M. Loeske avait transmis, le 25 novembre 1902, du cap de la Hague, des signaux télégraphiques au paquebot *Deutschland* qui passait au large. Dans ces conditions, disaient les considérants, « il importe peu que les communications aient lieu simplement à titre d'essais ou d'expériences, toute communication de cette nature, sans autorisation du Gouvernement, était absolument interdite par la loi ». Pour M. Popp, l'arrêt déclarait que, loin d'avoir obtenu l'autorisation nécessaire pour l'installation d'un poste de télégraphie sans fil au cap de la Hague, il se l'était vu refuser formellement à deux reprises différentes (1).

(1) Voici les deux principaux passages de cet important arrêt : (Tribunal de Cherbourg, 11 mai 1903) :

« En ce qui touche Loeske,

Attendu qu'il résulte de l'instruction et de ses propres aveux qu'il a transmis des signaux télégraphiques au cap de la Hague, et qu'il importe peu que ces communications aient lieu simplement à titre d'essais ou d'expériences, toute communication de cette nature, sans autorisation du Gouvernement, étant absolument interdite par la loi,

« En ce qui touche Popp,

Attendu que loin d'avoir obtenu l'autorisation nécessaire pour cette installation, Popp se l'était vu refuser formellement à deux reprises différentes,

Par ces motifs, condamne..... ».

Comme épilogue au procès de Cherbourg, M. Popp crut devoir adresser, pour sa Société, à l'Administration des Postes, une demande d'autorisation d'expériences faites à l'aide de postes mobiles dans la banlieue parisienne. Cette demande fut repoussée. Des postes de télégraphie sans fil dans la banlieue pouvaient gêner les expériences faites à Villejuif et à Melun par l'Administration, et surtout pouvaient troubler les essais faits dans la même région par le Département de la Guerre. Il n'était pas admissible que l'on s'exposât à laisser surprendre par des postes mobiles les correspondances échangées entre les postes hertziens militaires.

Toutes les tentatives, directes ou indirectes, pour ébrécher le monopole de l'Administration ont été ainsi repoussées. La « Compagnie française maritime et coloniale de la Télégraphie sans fil » essaya, quelque temps après le procès de Cherbourg, en juin 1903, d'obtenir une autorisation de l'Administration. Elle justifiait sa demande par les termes de l'article 2 du décret du 7 février 1903 prévoyant, comme il a déjà été dit, la possibilité d'accorder à des particuliers la concession de postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance télégraphique privée. L'Administration répondit en déclarant que l'article 2 ne devait pas être interprété dans le sens de *concessions* possibles à des particuliers ou à des Sociétés. L'article se contentait de rappeler le droit donné au ministre par le décret-loi de 1851 d'autoriser des tiers à établir des stations de télégraphie sans fil pour *leurs besoins personnels*. L'Administration profita de l'occasion pour déclarer dans sa réponse que l'exploitation, en France, des postes de télégraphie sans fil à créer pour l'échange de la correspondance publique *serait assurée uniquement par l'État*. C'était une fin de non recevoir catégorique et que la Compagnie Marconi dut accepter comme telle. La Compagnie française maritime et coloniale de la Télégraphie sans fil n'est, en effet, qu'une filiale de cette Compagnie Marconi qui avait formé le vaste projet de constituer, à son profit, pour la télégraphie sans fil, un monopole mondial analogue à celui que possèdent les Compagnies anglaises pour les communications sous-marines. Au fond, la « Compagnie des Télégraphes et Téléphones sans fil » avait envie d'imiter, en France, la tactique employée par la Compagnie Marconi, en Angleterre : demander, d'abord, l'autorisation de faire des expériences, puis, en plaçant le gouvernement devant le fait accompli, réclamer le droit de se livrer à l'exploitation et maintenir ses installations. Nous aurons

à reparler de cette manière d'agir à propos de la conférence internationale de Berlin. De toutes façons, le monopole de l'Administration, en France, restait intangible pour la télégraphie sans fil et les seuls points de droit administratif à régler encore, à ce sujet, ne pouvaient concerner qu'une délimitation plus précise des droits des autres services publics intéressés au fonctionnement de la télégraphie sans fil. La question du monopole ou de la concession était définitivement vidée, on ne devait plus y revenir.

CAAPITRE IV

LE DÉCRET DU 27 FÉVRIER 1904

Le décret du 7 février 1903 ne s'était pas vraiment montré expansif vis-à-vis de l'emploi de la télégraphie sans fil par d'autres services d'État que l'Administration. Le second alinéa de l'article premier s'était contenté de dire : « Les divers services de l'État pourront, après entente avec l'Administration des Postes et des Télégraphes, établir et exploiter directement des postes de télégraphie sans fil destinés exclusivement à la correspondance officielle ». Ce n'était là qu'un principe général que l'avenir devait nécessairement développer. L'Administration, ayant écarté tous les dangers qui pouvaient menacer son monopole, ne devait pas craindre d'entrer dans le détail vis-à-vis des services publics signalés par le décret de 1903, le décret du 29 février 1904 marque le premier pas dans cette voie (1).

(1) Décret du 27 février 1904, relatif aux postes côtiers de télégraphie sans fil :

Le Président de la République,

Vu la loi du 2 mai 1837 ;

Vu la loi du 9 novembre 1850 ;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851 ;

Vu la loi du 5 avril 1878 ;

Vu l'article 76 du décret du 12 janvier 1894 ;

Le Ministre de la Marine, pour réaliser les expériences de télégraphie sans fil qu'il avait cru devoir entamer avait installé de nombreux postes sur les côtes françaises. La situation de ces postes avait été choisie à souhait de telle sorte que lorsque l'Administration voulut installer elle-même, après le décret de 1903, un réseau côtier, elle se rendit compte qu'elle ne pouvait, la plupart du temps, utilement l'installer qu'aux endroits déjà occupés par les postes du Ministère de la Marine. Dès lors, il y avait le choix entre deux solutions : ou abandonner l'idée du réseau côtier radiotélégraphique, ou s'entendre avec le Département de la Marine pour créer un régime nouveau correspondant à la fois aux desiderata du Ministère de la Marine et à ceux de l'Administration des Postes. De la première solution, il ne pouvait être question que pour mémoire : on s'appliquera activement à étudier la seconde. L'Administration, dans le décret de 1903, avait spécifié que les postes établis par la Marine ne pouvaient acheminer que de la *correspondance officielle*. Dès lors, une combinaison vint naturellement à l'esprit du

Vu le décret du 7 février 1903 ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le choix des emplacements des postes de télégraphie sans fil à établir sur les côtes doit, dans chaque cas, faire l'objet d'une entente entre l'Administration des Postes et des Télégraphes et l'Administration de la Marine.

ART. 2. — Les concessions à des particuliers de postes côtiers de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance d'intérêt privé, prévues par l'article 2 du 7 février 1903, ne pourront être accordés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes qu'après avis conforme du Ministre de la Marine.

ART. 3. — En cas de mobilisation, tous les postes de télégraphie sans fil appartenant à l'Administration des Postes et des Télégraphes et établis sur le littoral, ainsi que ceux concédés sur les côtes à des particuliers seront placés, au point de vue de l'exploitation, sous la direction de l'Administration de la Marine.

ART. 4. — L'Administration des Postes et des Télégraphes assure l'exploitation des postes de télégraphie sans fil sur le littoral. Le Département de la Marine lui cédera, à cet effet, les constructions existantes et le matériel dont il pourra disposer.

ART. 5. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre de la Marine sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 27 février 1904.

Par le Président de la République : Émile LOUBET.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie.

des Postes et des Télégraphes,

G. TROUILLOT.

Le Ministre de la Marine,

C. PELLETAN.

Sous-Secrétaire d'État et des directeurs de la rue de Grenelle : laisser les postes établis par la Marine ouverts à la correspondance officielle et les ouvrir, en même temps, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes à la correspondance privée. La Marine n'aurait pas à se plaindre puisqu'elle pouvait user comme auparavant des postes établis par elle, et, d'autre part, l'Administration trouverait là le moyen d'organiser le réseau côtier qu'elle voulait ouvrir au public. L'entente s'effectua donc entre la Marine et les Postes, d'après les éléments suivants :

1° Le Département de la Marine cédait gratuitement à l'Administration tous les postes fixes de télégraphie sans fil installés sur le territoire ;

2° Dans ces postes, l'Administration assurait, en même temps que l'échange des correspondances privées, l'échange de la correspondance officielle de la Marine :

3° L'exploitation et la gestion des postes du *réseau unique* ainsi constitué, étaient exclusivement réservés à l'Administration des Postes ;

4° L'Administration devrait prendre l'avis du ministère de la Marine pour le choix des emplacements où elle voudrait installer de nouveaux postes pour compléter le réseau côtier ;

5° Pour sauvegarder les intérêts du Département de la Marine, l'Administration n'accordait aucune autorisation d'intérêt privé à des particuliers (Art. 2 du décret du 7 février 1903) sans avoir reçu, au préalable, l'assentiment du ministère de la Marine.

C'est sur ces bases que fut rédigé le décret du 27 février 1904. Il est conçu au mieux des intérêts du Trésor, puisqu'il évite la coexistence de deux réseaux dont l'exploitation double eût été moins homogène et plus coûteuse. Les deux réseaux n'auraient d'ailleurs pas pu, ou n'auraient pu que très difficilement fonctionner côte à côte. L'Administration des Postes, avait, en somme, bien manœuvré. Elle n'avait pas couru les risques d'un échec dans les expériences de début faites par la Marine, pour l'installation d'un réseau côtier et elle appliquait à son profit tous les résultats des heureux essais qui avaient été accomplis. En échange du beau cadeau que lui faisait la Marine elle donnait, au fond, peu de chose ; d'abord, la correspondance officielle, ce n'est pas une faveur pour les services publics, c'est une règle générale ; puis, la condescendance d'une demande d'avis pour les postes nouveaux et pour les autorisations à des particuliers, c'est plutôt une mesure de sauvegarde au point de vue de la défense nationale qu'une marque de déférence ou de gratitude au Département de

la Marine. Mais, il ne faudrait pas voir, dans cette tactique, une lutte sournoise menée par une Administration très jalouse de ses prérogatives pour le maintien intégral des droits du monopole postal. Il est préférable de ne retenir en tout cela, que la préoccupation bien comprise de l'intérêt supérieur du pays.

CHAPITRE V

LE DÉCRET DU 5 MARS 1907

L'Administration avait réglé ses affaires avec le ministère de la Marine. Mais elle avait gagné avec trop d'aisance cette première manche pour qu'une revanche ne fût pas dans l'air. Aussi bien la télégraphie sans fil avait-elle accompli, de 1904 à 1907, des progrès remarquables. Tandis qu'en 1903, 1904, on ne la croyait pas capable d'établir des communications à très longue distance, en 1907 on était parvenu à des résultats probants sur ce sujet. M. Marconi avait établi des communications entre la France et l'Angleterre, de Wimereux à Douvres; entre l'île de Wight et le cap Lisard (290 kilomètres); de la station de Poldhu, en Angleterre, au yacht *Carlo-Alberto* naviguant entre Cagliari et La Spezzia (1.000 kilomètres); entre la Sardaigne et l'Italie (1.250 kilomètres); entre la France et la Corse (1.750 kilomètres). Les services de la Guerre, devant ces expériences, s'étaient tenus au courant, et les découvertes de Branly, de Tissot, de Slaby-Arco ayant confirmé leurs espérances d'avenir, que l'on pouvait fonder sur la télégraphie sans fil, de tous côtés, chez nous, les hommes de science placés dans nos services de défense nationale augmentaient leurs efforts pour tirer parti de la radiotélégraphie. La question dépassait désormais l'Administration des

Postes, ses droits de monopole, et son désir, autrefois légitime, de tutelle sur la radiotélégraphie. Il était nécessaire d'instituer un régime nouveau qui mit d'accord tous les services nouveaux en unissant leurs efforts dans un plan d'ensemble. Bien entendu, il n'était pas question de toucher au monopole postal. Ce monopole devait demeurer intact, mais l'exception, qui dès le début avait été admise pour les services publics et qui avait pris une extension inattendue, méritait d'être examinée avec plus de détails qu'en 1903, avec peut-être un peu moins de particularisme qu'en 1904 (1). Comme le dit le rapport précédant le décret du 5 mars 1907 : « Chacun dans son domaine, tous les divers Départements intéressés se sont efforcés de se constituer un outillage approprié et d'établir les postes dont l'utilité immédiate avait été reconnue par eux... Il est nécessaire, dans ces conditions, que le réseau en formation ne soit plus simplement la résultante de nécessités particulières, mais réponde à un plan d'ensemble et à tous les besoins généraux qui en sont cause. »

(1) Voici le texte du décret du 5 mars 1907 :

Le Président de la République Française,

Vu la loi du 2 mai 1837 sur le monopole des lignes télégraphiques ;

Vu la loi du 9 novembre 1850 sur la télégraphie privée ;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851, portant, dans son article 1^{er}, qu'aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le Gouvernement ou avec son autorisation ;

Vu la loi du 5 avril 1878, autorisant l'Administration des Postes et des Télégraphes à consentir des abonnements à prix réduits par la transmission des dépêches télégraphiques lorsque cette transmission s'effectue en dehors des conditions ordinaires établies pour l'application des taxes télégraphiques ;

Vu le décret du 7 février 1903, relatif à l'établissement et à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance officielle ou privée ;

Vu le décret du 27 mars 1904, réglant le régime administratif auquel seront soumis les postes côtiers de télégraphie sans fil ;

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes,
Décrète .

Art. 1^{er}. — Les stations radiotélégraphiques établies ou à établir sur des emplacements fixes en France, Algérie et Tunisie, sont classés en quatre catégories, savoir :

Stations côtières ou intérieures spéciales au service commercial ;

Stations côtières spéciales au service de la Marine de guerre ;

Stations spéciales aux communications militaires ;

Stations spéciales au service des phares et balises.

Des stations privées peuvent être, en outre, établies dans certains cas et en vertu d'autorisations temporaires.

Art. 2. — Les stations spéciales au service commercial sont établies, entretenues et

Le décret de 1907 distingue quatre classes de stations radiotélégraphiques :

1° Les stations côtières ou intérieures spéciales au service commercial ;

exploitées par l'Administration des Postes et des Télégraphes.

Les stations côtières spéciales au service de la Marine de guerre sont établies, entretenues et exploitées par le Ministère de la Marine.

Les stations spéciales aux communications militaires sont établies, entretenues et exploitées par le Ministère de la Guerre.

Les stations spéciales au service des phares et balises sont établies, entretenues et exploitées par les soins du Ministère des Travaux Publics, des Postes et des Télégraphes.

En cas de mobilisation, toutes les stations sans exception sont soumises à l'autorité des Départements de la Marine et de la Guerre.

Art. 3. — Le choix de l'emplacement, la détermination de portée d'une station quelconque et, d'une manière générale, les conditions techniques applicables à toute station projetée sont soumis à l'examen d'une Commission interministérielle instituée comme il est dit à l'article 4 ci-après. Cette Commission a pour mission d'apprécier les desiderata des divers services et d'indiquer aux Administrations intéressées dans quelles conditions il lui paraît possible de concilier leurs intérêts respectifs.

Art. 4. — Il est institué, auprès du Ministère des Travaux Publics, des Postes et des Télégraphes, une Commission technique interministérielle comprenant les membres suivants :

1 président désigné par décret présidentiel et choisi en dehors des Administrations intéressées ;

2 représentants techniques du Ministère de la Marine ;

2 représentants techniques du Ministère de la Guerre ;

1 représentant du Ministère des Travaux Publics, des Postes et des Télégraphes (Travaux Publics) ;

1 représentant du Ministère des Colonies ;

1 représentant du Ministère des Affaires Etrangères ;

2 représentants de l'Administration des Postes et Télégraphes ;

1 Secrétaire pris dans l'Administration des Postes et des Télégraphes et n'ayant pas voix délibérative.

Art. 5. — Les attributions de la Commission technique sont les suivantes :

Examen, à titre consultatif, des emplacements et conditions techniques afférentes à toutes stations destinées à constituer le réseau radiotélégraphique français ;

Examen des réclamations d'ordre technique relatives au fonctionnement des stations françaises formulées soit par des services de l'Etat, soit par des services privés, soit par des puissances étrangères ;

Institution d'expériences d'intérêt général ;

La Commission est informée par les soins des Administrations intéressées des résultats obtenus à l'aide de divers types d'appareils ou de montages utilisés par les postes en fonctionnement.

Art. 6. — En dehors des périodes de mobilisation, toutes les stations côtières radiotélégraphiques et les stations spéciales au service commercial, à l'exception de celles qui fonctionnent à titre d'essai ou d'exercice, sont ouverts à la télégraphie privée.

2° Les stations côtières spéciales au service de la Marine de Guerre ;

3° Les stations spéciales aux communications militaires ;

4° Les stations spéciales au service des phares et balises.

Il peut, en outre, exister des stations privées, en conformité du décret-loi de 1851. Les stations commerciales relèvent exclusivement de l'Administration des Postes, elles sont établies, entretenues et exploitées par elle. Les stations maritimes ressortissent au Ministère de la Marine, les stations militaires au Ministère de la Guerre et les stations de phare au Ministère des Travaux Publics, chaque Ministère ayant sur ces stations respectives les mêmes droits que l'Administration des Postes possède sur les stations commerciales. Ainsi, on peut déjà mesurer le terrain parcouru. En 1903, l'Administration avait accordé aux services

Art. 7. — L'Administration des Postes et des Télégraphes est chargée de centraliser toutes les affaires concernant la perception des taxes et les relations administratives avec les stations étrangères et le bureau international de Berne. Elle vérifie, sur le vu d'états transmis par les stations des Administrations intéressées, la perception des taxes appliquées. Elle contrôle l'exécution des règlements internationaux en ce qui concerne les transmissions commerciales dans les postes fixes de la France, de l'Algérie et de la Tunisie et dans les postes établis à bord des navires de commerce.

Art. 8. — Les autorisations d'installations de postes privés sont accordées par l'Administration des Postes et des Télégraphes, sur l'avis de la Commission technique prévue à l'article 4. Ces installations ne peuvent être que temporaires et ne doivent en aucun cas troubler le service des autres stations.

Art. 9. — Les frais d'expériences à exécuter sur la demande de la Commission technique sont imputés sur un crédit spécial inscrit au budget de l'administration des Postes et des Télégraphes.

Art. 10. — Les Ministres des Travaux Publics, des Postes et des Télégraphes, de la Guerre, de la Marine, des Colonies et des Affaires Etrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Art. 11. — Les dispositions du décret du 7 février 1903 et du décret du 27 février 1904 sont abrogées.

Fait à Paris, le 5 mars 1907.

Par le Président de la République : A. FALLIÈRES.

*Le Ministre des Travaux Publics,
des Postes et des Télégraphes,*
LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de la Guerre,
G. PICQUART.

Le Ministre de la Marine,
GASTON THOMSON.

Le Ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
S. PICHON.

publics, sans spécifier à quels services, un droit d'établissement et d'exploitation subordonné à une entente préalable avec elle ; en 1904, elle s'était déclarée seule exploitante, en accordant au Département de la Marine un droit d'avis dont nous connaissons l'étendue ; aujourd'hui, elle était obligée d'abandonner à des services publics spécifiés les stations spéciales à leur usage avec tous droits d'exploitation et de direction et sans clause d'entente avec elle. Le décret de 1907 institue, en effet, une Commission interministérielle qui jouera dorénavant le rôle souverain que l'Administration s'était réservé sous le régime du décret de 1904. De plus, il est à remarquer que, dans le décret de 1903, les postes de télégraphie sans fil installés par les services publics devaient être exclusivement réservés à la correspondance officielle. Le décret de 1907 supprime cette restriction. Toutes les stations côtières radiotélégraphiques sont ouvertes, sans exception, à la télégraphie privée. L'Administration des Postes centralise évidemment toutes les affaires de perception de taxes et tout ce qui concerne les règlements.

La Commission interministérielle est le grand organe nouveau créé par le décret de 1907. Son organisation correspond bien au but en vue duquel elle a été créée, but que nous avons déjà signalé. Ce qui était autrefois dans les attributions de la seule Administration des Postes est devenu le rôle de la Commission interministérielle. Celle-ci est chargée d'examiner, d'une manière générale, les conditions techniques applicables à toute station projetée. Elle étudie les expériences, les réclamations, tout ce qui peut intéresser les projets de la télégraphie sans fil. Le Président de la Commission est choisi en dehors des Administrations intéressées. Il y a deux représentants pour la Marine, deux pour la Guerre, un pour les Travaux Publics, deux pour les Postes, un pour les Colonies, un pour les Affaires Etrangères. Le Secrétaire, pris dans l'Administration des Postes, n'a pas voix délibérative. On peut augurer le meilleur avenir pour le fonctionnement de cette Commission : elle est composée de telle sorte qu'une entière coordination d'efforts est assurée désormais pour l'exploitation ou l'établissement de nouveaux postes radiotélégraphiques. Tous les Ministres intéressés s'étaient mis d'accord sur la composition de la Commission ; il ne peut donc plus se produire de conflit, ni latent, ni aigu ; toutes les garanties sont données spécialement à chaque service, de même qu'à l'ensemble des services intéressés, de sorte qu'il sera possible, pour employer les termes du rapport de M. Barthou, de « procurer à la télégraphie sans fil,

tout en facilitant son essor, les conditions d'unité et d'harmonie nécessaires à tout service public. » Le décret de 1907 marque une dernière différence avec les décrets antérieurs, à propos de l'installation des postes d'intérêt privé. Le Ministre des Postes ne peut plus autoriser cette installation dans les seules limites du décret de 1851. Il faut, pour autoriser ces installations privées, remplir une formalité essentielle : avoir l'avis favorable de la Commission interministérielle. Ce n'est donc plus à proprement parler l'Administration des Postes qui fournit cette autorisation ; c'est la Commission interministérielle et cela est important à constater, car c'est la première conséquence, une conséquence insérée dans le décret lui-même, de la substitution du rôle de la Commission à celui autrefois joué par le Sous-Secrétariat d'État des Postes.

D'un autre côté, les installations privées ne peuvent plus être que *temporaires* et elles ne doivent à aucun prix, troubler le service des autres stations.

La tendance qui paraît donc s'être bien établie dans la réglementation administrative de la télégraphie sans fil, c'est que la radiotélégraphie semblant devoir acquérir une importance exceptionnelle dans notre système de défense nationale, tout doit s'effacer devant cette considération : la Marine et la Guerre conservent, dans leur sphère spéciale, sur des *stations maritimes* ou des *stations militaires*, leur entière liberté d'action, et l'unité de direction est assurée non plus par la prédominance de l'administration des Postes, mais par une Commission interministérielle où la Guerre, la Marine et l'administration des Postes ont chacune un nombre égal de voix. Cependant, le monopole de l'administration n'est soumis à aucune attaque de principe ; au contraire, il est formellement reconnu, et les exceptions qu'on lui impose, au nom d'un principe supérieur, se rattachent elles-mêmes à lui par la perception des taxes et la centralisation des affaires administratives avec les stations étrangères et le bureau international de Berne. Le tarif de ces taxes a été établi par l'administration, en distinguant une taxe télégraphique principale et, le cas échéant, des taxes accessoires correspondant aux indications éventuelles. La taxe concernant la transmission maritime entre la station côtière et le navire en mer est de 0 fr. 75 par mot, sans minimum. Elle est appelée taxe côtière et elle est perçue sur l'expéditeur. Pour les radiotélégrammes qui sont envoyés à la côte par des bâtiments en mer, la taxe est perçue sur le destinataire. (Extrait de l'Instruction à l'usage des bu-

reaux télégraphiques 407-D, 407-E). Tel est donc institué par le décret du 5 mars 1907, le régime administratif de la télégraphie sans fil dans notre pays. Avant de passer à l'étude des questions internationales, capables d'être suscitées par la radiotélégraphie, nous pouvons jeter un coup d'œil sur la manière dont a été comprise, à l'étranger, la réglementation de la télégraphie sans fil.

CHAPITRE VI

LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL A L'ÉTRANGER

En Allemagne, en Autriche, en Russie, en Espagne et en Hongrie, la télégraphie sans fil a été, comme en France, monopolisée par l'état.

De l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la Hongrie, il n'y a pas grand chose à dire, si ce n'est que les délégués de ces puissances ont signé à la conférence de Berlin, sans restriction, la convention, l'engagement additionnel et le protocole final. Des postes de télégraphie sans fil ont été installés dans les divers pays que nous venons de citer et des expériences y ont été effectuées qui ont déjà donné de bons résultats(1).

(4) Rapport Sembat, 1905, budget des Postes et Télégraphes. Il y a dans ce rapport un aperçu assez complet des postes de télégraphie sans fil installés en France et à l'étranger.

Aussi les documents de la conférence radiotélégraphique de Berlin. Nos postes d'Ouessant et de Porquerolles n'acceptent que les correspondances originaires ou à destination du régime intérieur. La longueur d'onde de la station d'Ouessant est de 220 mètres; celle de la station de Porquerolles de 260 mètres. Il est difficile de préciser la portée de ces stations qui dépend du poste correspondant. Des communications régulières sont échangées à une distance de 150 à 250 kilomètres. Des portées plus grandes peuvent être atteintes lorsque les circonstances sont favorables.

La question mérite d'être traitée pour l'Allemagne avec plus de détails. Le Gouvernement allemand s'était vivement intéressé, dès le début, aux recherches radiotélégraphiques que des Compagnies électriques, entre autre la Grande Société industrielle « Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft », avaient entreprises. Ce fut cette Société qui présenta à l'Exposition universelle de 1900, le fameux système Slaby-Arco. Le Gouvernement allemand, loin de perdre l'affaire de vue, la prit, au contraire, sous sa tutelle, la monopolisa et en offrit la concession aux Compagnies intéressées. Il demanda seulement, et la demande, ici, équivalait à un ordre, qu'une fusion s'établît entre les diverses Compagnies pour créer une Compagnie unique et spéciale de télégraphie sans fil. Les Sociétés s'inclinèrent; elles fondèrent la Société filiale : « Drahtlose Elektrizitäts Gesellschaft ». Cette Société ne demanderait pas mieux que d'acquérir le monopole mondial de la télégraphie sans fil. Peut-être, le Congrès de Berlin ne fut-il réuni par le Gouvernement allemand qu'en vue de mettre pour l'industrie allemande, la haute main sur la télégraphie sans fil dans le monde entier. Peut-être aussi la Société Popp, qui se recommandait du système Slaby-Arco, avait-elle quelques accointances inconnues avec « l'Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft ». Mais le chemin paraît barré, tant par la résistance de la Compagnie Marconi insallée en Angleterre et en Italie, que par les vues de l'administration des postes française, qui veut lutter contre la Compagnie Marconi pour faire triompher le principe de l'intercommunication libre, mais qui ne veut pas que la proclamation de ce principe soit un prétexte, un trompe-l'œil, à l'aide duquel on renverserait la Compagnie Marconi pour lui substituer la « Drahtlose Elektrizitäts Gesellschaft ». L'Allemagne, après le Congrès de Berlin, a compris qu'il ne fallait pas trop insister pour obtenir la réalisation immédiate des souhaits qu'elle avait formulés dans la conférence administrative qui précéda le Congrès de Berlin et où le plan de la filiale « Drahtlose Gesellschaft » avait été certainement arrêté dans un but déterminé. Le Gouvernement de la Wilhemstrasse tourna tous les efforts de la Drahtlose Gesellschaft vers le développement intérieur et purement national d'un réseau de télégraphie sans fil. Sur ce point, les progrès accomplis sont déjà considérables. La Drahtlose a ouvert ses postes à tous les inventeurs, à tous les hommes de science les plus renommés de l'Allemagne. La construction des appareils nouveaux est assurée dans les remarquables ateliers de la maison Siemens, une des Sociétés

fondatrices de la Drahtlose. Celle-ci s'occupe plus particulièrement de la partie commerciale. Grâce à cette organisation perfectionnée, les installations de postes radiotélégraphiques se sont succédé en Allemagne avec une extraordinaire rapidité. La marine allemande dirige, actuellement, plus de 72 postes de télégraphie sans fil, sur les côtes de la Baltique. Tous les navires, sans exception, de la flotte allemande, sont munis d'appareils radiotélégraphiques. On ne cherche pas les communications à longue distance. On préfère des communications sûres, nettes, instantanées, à 150 ou 200 kilomètres de distance, pour la mer, et à 150 kilomètres maximum pour les postes terrestres. Le matériel de semblables organisations est d'une fabrication si courante en Allemagne qu'on pourrait trouver à la Drahtlose un stock d'éléments interchangeables des installations, capable de fournir sur l'heure, à l'équipement de 18 navires de guerre. Ce sont de très beaux résultats, dont l'Allemagne, au cas de guerre, pourra tirer le plus grand profit : ils sont dus, pour le principe, à cet esprit national allemand, discipliné, militarisé, qui sait se plier immédiatement sous les ordres venus d'en haut. Ces ordres ont été indiscutablement inspirés par le souci de la mobilisation militaire. La raison d'être du monopole d'état de la télégraphie sans fil en Allemagne, comme celle de tous les monopoles, réside dans la volonté de l'autocratie militaire d'avoir en main tous les éléments de puissance du pays. Cette considération ne peut qu'appuyer, en France, le bien fondé du système créé par le décret du 5 mars 1907.

En Italie et en Angleterre, la télégraphie sans fil échappe au monopole d'État. L'Italie est liée à la Compagnie Marconi par un traité du 16 février 1903, qui donne à la Société Marconi le monopole exclusif de l'exploitation de son brevet sur le territoire italien. La portée de cet engagement est considérable au point de vue du principe de l'intercommunication internationale. Nous ne pouvons communiquer de France avec l'Italie que si nos communications partent d'un appareil Marconi ! Les inconvénients de ce fait sont si sensibles qu'il y a, actuellement, en Italie, un courant, pas très prononcé, mais cependant assez visible, pour demander à la Société Marconi sinon une résiliation, du moins certaines licences.

Le même courant peut être signalé en Angleterre, où la Compagnie Marconi jouit actuellement d'un monopole de fait. La loi anglaise, n'ayant pas prévu la nécessité de conditions spéciales pour l'exploitation d'un système de télégraphie, la Compagnie

Marconi avait pu s'installer en Angleterre et faire adopter ses appareils dans les sphères officielles autant que dans les sphères privées. Une fois installée à demeure, la Compagnie Marconi a déclaré qu'elle exécuterait en fait, ce qu'elle avait le droit de faire légalement en Italie ; refuser la communication avec tous les appareils qui ne sont pas des appareils Marconi. C'était la proclamation d'un véritable monopole de fait équivalant à un monopole légal. L'Angleterre l'a bien compris et elle n'y verrait pas d'inconvénients, si les relations internationales n'étaient, de ce chef, fortement compromises. On s'est alors préoccupé de l'autre côté du détroit, d'autoriser, *moyennant des rémunérations exceptionnelles* accordées à la Société Marconi, des installations de postes d'un système différent du système Marconi. L'Angleterre a fait, chez elle, ce qu'elle avait proposé en règlement international, à l'article 3 de la Convention de Berlin (1). Le Postmaster General a soumis au Parlement, en 1904, un « Wireless telegraphy act » par lequel de nouveaux postes de télégraphie sans fil ne peuvent plus être installés en Angleterre sans une concession accordée par le Postmaster General, avec l'assentiment de l'Amirauté, du Conseil de l'Armée et du Conseil du Commerce (2). Le Parlement a voté cette loi, et actuellement le Post-Office a le droit, en Angleterre, d'intervenir pour concéder l'exploitation de postes de télégraphie sans fil. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette intervention est rendue bien limitée et bien fictive par le Monopole de fait de la Compagnie Marconi.

Aux États-Unis, il n'y a pas, à proprement parler, de monopole d'État, mais le Gouvernement s'est réservé formellement le droit d'imposer les conditions qu'il jugera convenables pour l'exploitation d'un système quelconque de radiotélégraphie.

(1) Voir la discussion de cet article, dans la deuxième partie, chapitre IV : La Conférence de Berlin.

(2) Voir ce projet de loi dans le *Journal télégraphique de Berne*, 1904, page 189.

DEUXIÈME PARTIE

La Télégraphie sans fil et le Droit des Gens

CHAPITRE PREMIER

LA THÉORIE DES DROITS DE L'ÉTAT SUR L'ATMOSPHÈRE

On ne saurait dire que le problème des droits de l'État sur l'atmosphère a été soulevé par la découverte de la télégraphie sans fil. La question est ancienne, et les vieux auteurs en ont parlé. Mais il est vrai de préciser qu'elle ne se posait pas autrefois dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Les actes qui la faisaient surgir et qu'il s'agissait de régler en l'examinant, n'étaient pas des actes qui se déroulaient uniquement dans l'air : leur accomplissement se rattachait au sol en même temps qu'il intéressait l'atmosphère. De nos jours cependant, on peut concevoir des actes dont le seul champ d'action, en dehors de tout point d'attache avec le sol, est l'atmosphère : ainsi la circulation des ballons, ainsi le passage des ondes hertziennes. Le problème des droits de l'État sur l'atmosphère revêt donc, de ce chef, un intérêt nouveau ; c'est sur des bases nouvelles qu'il convient d'en examiner les données.

Les juristes contemporains, dès que la question s'est posée devant eux, telle que la leur présentait l'aérostatique, ont distingué pour déterminer le régime juridique du domaine aérien, deux parties principales dans l'atmosphère (1). La première par-

(1) Cette distinction est signalée par M. Louis Rolland, dans sa brochure *La Télégraphie sans fil et le Droit des Gens*. M. Rolland a repris sur la question la théorie de M. Paul

tie est celle qui s'élève immédiatement au-dessus du sol et qui est immédiatement liée à lui ; la seconde est la partie extrême, celle qui est constituée par les couches profondes de l'atmosphère et sur laquelle l'action de l'homme ne saurait avoir de prise.

On peut définir la zone de la première partie d'atmosphère que nous venons de distinguer en l'établissant à une hauteur maxima de 330 mètres. Sur cette hauteur, en effet, l'homme a pu montrer qu'il est maître de l'air comme il est maître du sol. L'édifice de la tour Eiffel a atteint la hauteur de 300 mètres, et en supposant qu'on installe, au sommet de la tour, un paratonnerre et un mât destiné à des expériences de télégraphie sans fil, on peut arriver, sans trop d'exagération, au chiffre de 330 mètres. Sur cette hauteur de 330 mètres, on peut dire que l'ensemble du régime juridique d'une nation s'applique dans toute sa vigueur. Le propriétaire du sol est propriétaire du dessus et du dessous, dit une vieille sentence. L'État souverain du territoire, est aussi maître et souverain du dessus et du dessous de ce territoire. La raison en est facilement compréhensible : l'air, le sol et le sous-sol sont liés les uns aux autres, incorporés indissolublement, de telle sorte que le sous-sol est le support indispensable du sol et que le sol est le support indispensable de l'air. On ne peut les concevoir séparément dans une organisation complète et vivante du monde. Il est par conséquent naturel que celui qui possède le sol possède en même temps ce qui en est le complément nécessaire : l'air et le sous-sol. De fait, on comprend encore mieux la chose pour l'air que pour le sous-sol. Il serait, en effet, impossible de citer un acte humain qui, accompli à la surface du sol, ne le serait pas, du même coup, dans l'air (1). C'est dans l'air, aussi bien que sur le sol, que se déroulent les manifestations de l'activité humaine qu'il importe de surveiller, de réglementer ou de prohiber. Ainsi, il ne saurait y avoir de doute : la souveraineté de l'État doit s'exercer tout entière sur la première zone d'atmosphère élevée de 330 mètres au-dessus du sol.

Fauchille (*Revue générale de droit international public*, tome VIII, 1901, page 414). La distinction de 330 mètres appartient en propre à M. Rolland ; M. Fauchille avait fixé un chiffre maximum de 300 mètres oubliant, peut-être, de tenir compte de la hauteur d'un mât ou d'un paratonnerre susceptible d'être installé sur un édifice de 300 mètres de hauteur. La théorie des droits de l'État sur l'atmosphère que nous exposons ici représente celle de M. Rolland et celle de M. Fauchille combinées.

(1) Louis Rolland, *op. cit.*

Une question de détail se pose maintenant que les juristes ont diversement résolue, c'est de savoir si la souveraineté territoriale s'exerce sur la hauteur de 330 mètres, sans tenir compte des constructions opérées ou non dans cette zone; ou bien si la souveraineté ne s'exerce, toujours dans la limite des 330 mètres, que dans la mesure où l'air est occupé par des constructions. Prenons un exemple pour mieux éclairer la difficulté. Supposons une rue d'un village du Lauraguais où les maisons n'ont pas plus de 5 à 6 mètres de hauteur, à cause du vent d'autan qui souffle continuellement en rafale; supposons la rue de Rivoli où les maisons ont une hauteur moyenne de 40 mètres, et supposons une rue idéale où les édifices atteindraient tous la hauteur de 330 mètres. D'après certains juristes, l'État serait souverain de l'atmosphère sur 330 mètres aussi bien dans le village du Lauraguais que dans la rue de Rivoli et que dans la cité idéale que nous avons imaginée. Pour d'autres interprètes de la législation, l'État serait bien souverain de 330 mètres dans la rue où nous avons supposé que les édifices atteignaient cette hauteur, mais il ne serait souverain que de 40 mètres d'air dans la rue de Rivoli et de 6 mètres seulement dans le Lauraguais. En forçant l'hypothèse, on reconnaîtrait, d'après cette dernière opinion, qu'en rase campagne l'air est libre, même à 1 mètre au-dessus du sol. Le chiffre de 330 mètres n'est que l'indication d'un maximum dont la mesure ne s'applique qu'au cas où des constructions ont pris possession de l'atmosphère (1).

De ces deux conceptions, la première est assurément la plus logique et la plus conforme aux règles du droit. L'air doit être considéré comme faisant corps avec le sol dans toute la hauteur où il peut donner prise à l'activité humaine; ne pas maintenir ce principe intact, c'est s'exposer à une multitude de complications de détail, inutiles et dangereuses; ainsi, dans la rue du Lauraguais, dont nous avons parlé, on pourrait exhausser cinq ou six maisons, à droite, à gauche, au commencement, à la fin, et il faudrait pour chaque partie de la rue un calcul spécial approprié à la hauteur de chaque édifice? De plus, le chiffre de 330 mètres n'est pas un chiffre pris au hasard, ce n'est pas lui qui détermine

(1) Louis Rolland et Paul Fauchille, *op. cit.*

Nous admettons ici la solution de M. Louis Rolland qui est contraire à celle de M. Paul Fauchille. L'exemple pratique que nous donnons et que nous avons choisi à dessein le plus saisissant possible, est destiné à mettre en lumière les excellents arguments de M. Louis Rolland.

l'occupation ; c'est, au contraire, l'occupation qui l'a déterminé ; il faut donc le prendre comme une règle générale et logique. La législation est, d'ailleurs, orientée dans ce sens, puisqu'il existe des règlements administratifs surveillant l'édification des balcons en saillie, les passerelles, les banderoles en travers d'une rue. Même, s'il n'y a pas de construction dans une rue, un règlement administratif peut décider qu'on ne peut pas établir de passerelle en travers de cette rue à moins de 15 mètres de hauteur. La souveraineté de l'État s'exerce, par conséquent, sur ces 15 mètres, en dehors de toute idée de construction. Quelle raison y aurait-il, dès lors, à ne pas prendre pour règle unique le chiffre établi par la possibilité d'occupation ?

Nous pouvons conclure que la première zone d'atmosphère, la zone de 330 mètres au-dessus du sol, relève, tout entière et sans restrictions, de la souveraineté de l'État.

On pourrait concevoir, entre la première et la deuxième zone, une zone moyenne ou intermédiaire. Cette zone s'étendrait du 331^e mètre au 5.000^e, c'est-à-dire à la hauteur approximative où sont parvenus des aérostats, et dans l'intervalle de laquelle ils peuvent se mouvoir, entourés d'air respirable. C'est une zone qui, assurément, n'est pas bien définie, mais dont il faut tenir compte en raison des progrès possibles de la science. Il peut très bien se faire que, d'ici peu de temps, la découverte du dirigeable pratique et sûr ait été réalisée, et, dans ce cas, l'on aura certainement à envisager le régime juridique de la couche d'air au-dessus de 330 mètres, de 330 à 1.000 mètres, par exemple. D'autre part, les ballons ordinaires peuvent, actuellement même, avec les connaissances acquises sur les courants atmosphériques, accomplir des « raids » déterminés, pendant lesquels ils atteignent des hauteurs de 4 à 5.000 mètres. On ne peut pas, de ces faits, déduire encore grand chose ; mais peut-être les théoriciens des droits de l'État sur l'atmosphère feraient-ils bien de ménager, pour la législation future, cette zone intermédiaire ; ce serait, semble-t-il, précaution conforme à la fois à l'esprit juridique et à l'esprit scientifique. Pour le présent, nous devons nous contenter de signaler ce détail, sans y insister autrement.

La deuxième zone, ou zone extrême, est celle qui comprend les couches profondes de l'atmosphère. En réalité, il faut envisager cette zone au point de vue juridique, actuellement intéressant, comme s'étendant, en conséquence, du 331^e mètre au 7.000^e. Quel sera le régime juridique de cet immense espace ? Un auteur, M. Pietri, dans une « Étude critique de la fiction d'exterritoria-

lité », a émis l'opinion que les droits de souveraineté et de propriété de l'État s'étendent à toute l'atmosphère. C'est une théorie qui a le mérite de la hardiesse, mais qui a le défaut d'être anti-rationnelle et antijuridique(1). Sur quels principes de raison et de droit pourrait-on s'appuyer, en effet, pour aller disputer aux aigles la propriété et la souveraineté de l'air, à 2.000 mètres au-dessus du sol? On ne peut pas dire que cette zone supérieure soit incorporée au sol, et l'on ne se fait pas à l'idée que les actes que nous exécutons sur le territoire doivent être considérés comme liés au 500^e ou au 1.000^e mètre d'air dans l'atmosphère. D'autre part, il suffit de réserver sur cette zone extrême les droits de défense et de conservation qu'aucun État ne doit abdiquer pour qu'une théorie de souveraineté sur cette partie de l'atmosphère paraisse absolument sans portée. Quand on ne peut plus dire de l'air qu'il fait corps avec le sol, on a bien de la peine à aller contre cette idée commune que l'air est libre. Cela est si vrai, que l'air est pris comme le symbole de la liberté pour les poètes qui ont incarné, sur ce point, le sentiment général. Il faut donc déclarer que la zone qui s'étend au-delà du 330^e mètre est une zone d'air libre, et qu'un État n'a le droit d'aller contre cette liberté que pour sauvegarder sa sécurité et son indépendance. Que si l'on prétend, qu'en tous cas, cette action de l'État pour sa défense soulèvera, où qu'elle s'exerce, une question de propriété et de souveraineté, il sera facile de répondre « qu'il n'est pas nécessaire, en droit public, d'être souverain pour avoir certains droits. L'exemple classique, à ce propos, c'est celui de la haute mer, où aucun État ne peut invoquer de droits de souveraineté et où, cependant, tous les États peuvent, sans conteste, mettre en œuvre des droits de défense et de sécurité.

Ainsi, en ne tenant compte que pour mémoire d'une zone intermédiaire dont l'importance n'est pas encore sérieusement établie, le régime juridique du domaine aérien peut être déterminé par ces deux principes : souveraineté de l'État jusqu'à la hauteur de 330 mètres, liberté de l'air au dessus de 330 mètres, sauf le droit pour l'État de sauvegarder même au détriment de cette liberté de l'air, sa sécurité et son indépendance. Voici d'ailleurs les solutions qui peuvent être extraites, au point de vue des ondes hertziennes, du problème international des lois de l'État sur l'atmosphère (1) :

(1) Louis Rolland, *op. cit.*

(1) Louis Rolland et Paul Fauchille, *op. cit.*

Atmosphère intérieure ou territoriale.

1° Les ondes hertziennes sont propagées à moins de 330 mètres au dessus du sol.

L'État a le droit d'en réglementer le passage et même d'opposer une interdiction formelle ;

2° Les ondes hertziennes sont propagées au dessus de 330 mètres.

Leur passage est libre, en principe, mais l'État aura le droit de réglementer et même d'interdire ce passage si sa sécurité et son indépendance l'exigent.

Atmosphère au dessus de la mer territoriale et de la haute mer.

1° Les ondes hertziennes sont propagées dans la haute mer.

A peu près même solution que pour les ondes propagées au dessus de 330 mètres en terre ferme. Le passage est libre ; il est complètement libre, sans que puissent intervenir des restrictions pour « sécurité et indépendance » ;

2° Les ondes hertziennes sont propagées dans la mer territoriale.

Absolument même solution que pour les ondes propagées à moins de 330 mètres au dessus du sol. L'État a le droit de réglementer et même d'interdire le passage des ondes.

Les quelques solutions ainsi énumérées peuvent servir de guide pour considérer la question de la télégraphie sans fil en droit international pur, mais n'ont-elles encore qu'une valeur théorique et les divers peuples n'ont-ils pas songé à s'entendre pour les introduire dans la pratique ? C'est ce qu'il est nécessaire d'examiner.

CHAPITRE II

DU RÉGIME INTERNATIONAL DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL EN TEMPS DE PAIX

La télégraphie électrique ordinaire est régie, au point de vue international par la Convention de Saint-Pétersbourg de 1874. La conférence, réunie à cette époque, émit une série de principes généraux qui n'ont pas encore été entamés. Pour le détail des exécutions, le règlement qui les prévoit est révisé temporairement en des conférences organisées à cet effet et auxquelles participent les États signataires de la Convention de Saint-Pétersbourg. Or, la télégraphie sans fil a une portée internationale aussi grande que la télégraphie ordinaire. Elle est même plus spécialement internationale que cette dernière. Son champ d'action ne connaît pas de frontières ; comme elle ne nécessite aucun matériel d'acheminement, elle n'a pas à se préoccuper des frontières et des raccordements possibles ou impossibles. De plus, elle est plus particulièrement utilisable pour établir des communications entre des navires et la côte. C'est même, comme on l'a très bien fait remarquer, le seul moyen que possède un navire en détresse, qui n'est pas en vue des côtes, de demander du secours. On devait donc se préoccuper d'une réglementation internationale de la télégraphie sans fil. La question est venue à deux reprises devant des Commissions internationales à Berlin, en août 1903, et à Gand, en septembre 1906. Les deux fois, on

n'est parvenu à réunir que des vœux ou des considérations préliminaires. Nous aurons l'occasion, au cours de cette seconde partie de notre étude, de reparler, et de reparler longuement de la conférence de Berlin. Pour le moment, il nous faut examiner, en dehors des « desiderata » toujours un peu platoniques, toujours un peu alambiqués et pleins de réticences, des Congrès internationaux, comment se pose la question du régime international de la télégraphie sans fil en temps de paix et comment elle peut être résolue, d'après les règles encore en vigueur dans la pratique internationale.

On peut considérer les dépêches elles-mêmes et le fait de les émettre ou de les recevoir. En ce qui concerne les dépêches elles-mêmes, il s'agit de savoir si un Etat peut arrêter ou saisir une dépêche transmise ou reçue. Les règles ordinaires du droit de la télégraphie internationale (art. 7 de la convention de Saint-Petersbourg) veulent que chaque Etat ait le droit de saisir ou d'arrêter tout télégramme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, et tout autre paraissant susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat. Ces règles sont une dérogation au grand principe du secret de la correspondance, mais cette dérogation est parfaitement justifiée; la liberté individuelle ne doit pas aller au-delà de la limite où son développement serait une menace ou un danger pour la liberté de tous. Le Gouvernement ne peut pas se désintéresser de la tâche qu'il a assumée au nom de tous, de veiller à la sécurité de l'Etat, et ce seul argument supprime toute discussion. Mais, doit-on appliquer, sur ce point, à la télégraphie sans fil les règles de la télégraphie ordinaire? On ne voit pas pourquoi la chose serait impossible. Les règles sus-énoncées sont des règles de bon-sens et elles ne sont en désaccord formel avec aucune particularité importante de la télégraphie sans fil. Au contraire, la question du secret de la correspondance est beaucoup plus étroite dans la télégraphie ordinaire que dans la radio-télégraphie où l'on n'est pas encore parvenu à assurer complètement le secret de la communication. On peut donc appliquer à la télégraphie sans fil l'article 7 de la Convention de Saint-Petersbourg et déclarer que l'Etat a le droit d'arrêter ou de saisir les radio-télégrammes contraires à l'ordre public ou aux mœurs ou bien menaçant sa sécurité, que ces radio-télégrammes soient transmis ou reçus sur le territoire ou bien sur des navires ou des ballons (1).

(1) Louis Rolland, *op. cit.*

La question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne non plus les dépêches elles-mêmes, mais le fait de la correspondance, c'est-à-dire en télégraphie sans fil, le passage des ondes. En quelle mesure un état peut-il s'opposer au passage, sur son territoire, de la correspondance internationale apportée par des ondes hertziennes? Nous connaissons le principe de souveraineté établi, en théorie, jusqu'à la hauteur de 330 mètres; mais nous sommes ici uniquement dans l'examen des règles admises par la pratique internationale et c'est à ce seul point de vue que nous devons traiter la question. Eh bien, sur ce point comme pour les dépêches, en l'absence de conventions spéciales pour la télégraphie sans fil nous devons nous en rapporter aux règles de la télégraphie ordinaire. L'article 8 de la convention de Saint-Petersbourg dit à ce sujet que tout Gouvernement a le droit de suspendre comme il l'entend la correspondance internationale. Il peut suspendre cette correspondance, soit pour certains télégrammes seulement, par exemple : les télégrammes de presse, soit pour tous les télégrammes, soit pour une période déterminée, soit pour un temps indéterminé. C'est la même idée que pour la saisie des dépêches et les mêmes arguments qui ont appuyé là cette idée, doivent encore la justifier ici. De même, ce qui s'appliquait, pour les dépêches, à la télégraphie sans fil doit encore la concerner pour le fait de la correspondance. Nous pouvons distinguer deux cas : celui où la correspondance part du territoire ou est destinée à ce territoire et le cas où la correspondance ne fait que passer. Dans ce second cas, qui n'a pu être prévu par la Convention de Saint-Petersbourg et qui ne peut concerner que le passage d'ondes hertziennes, nous appliquerons les solutions données dans le chapitre précédent. L'état pourra, à son gré, interdire le passage des ondes, sans autre formalité s'il s'agit d'un passage à moins de 330 mètres au-dessus du sol, en considérant qu'il doit le faire pour sa défense ou sa sécurité, s'il s'agit d'un passage à plus de 330 mètres. La même solution doit s'appliquer pour l'état côtier vis-à-vis des radiotélégrammes arrivant de la mer, et l'on comprendra qu'en télégraphie sans fil la question offre un intérêt de plus qu'en télégraphie ordinaire, lorsque l'on saura que la propagation des ondes peut influencer ou troubler, dans un certain rayon, les communications télégraphiques ou téléphoniques ordinaires. La radiotélégraphie n'en est pas encore en effet, arrivée à un tel degré de perfection que la diffusion des ondes puisse être réglée en des limites précises et connues. Les ondes ne vont pas devant elles en ligne droite; elles s'élargissent,

elles se diffusent par couches concentriques; elles sont donc une menace très sérieuse pour les communications ordinaires télégraphiques ou téléphoniques. La difficulté est à ce point importante que l'on peut se demander si chaque État n'aurait pas un intérêt marqué à prohiber tout passage d'ondes hertziennes sur son territoire. C'est, en tout cas, l'une de ces questions qu'il serait très urgent de faire solutionner par une conférence internationale.

Évidemment cette solution ne pourrait être que provisoire dans l'état actuel de la télégraphie sans fils, mais elle serait toujours utile comme une indication de principe. On peut déjà l'imaginer soit que l'on songe à faire transiter par chaque État à l'aide de ses réseaux hertziens la correspondance internationale, soit que l'on admette comme possible la réglementation de la longueur des ondes. Mais il est temps que nous en arrivions à l'hypothèse que nous avons établie à côté de la correspondance simplement de passage, c'est-à-dire à la correspondance expédiée du territoire d'un État ou reçue par lui. C'est une hypothèse qui, contrairement à celle que nous venons de traiter, peut trouver sa solution dans une assimilation au régime de la télégraphie ordinaire. Si l'on ne conçoit pas, en effet, pour les télégrammes ordinaires, à travers un pays, le passage insaisissable que peuvent effectuer les ondes hertziennes, les conditions juridiques sont les mêmes pour les télégrammes et pour les radiotélégrammes, au point de vue de leur transmission ou de leur réception. La solution donnée pour la télégraphie ordinaire est: « que chaque État a le droit d'interdire ou de suspendre la correspondance internationale télégraphique expédiée de son territoire ou reçue par lui ». Au lieu de « correspondance internationale télégraphique » que l'on mette « correspondance internationale par télégraphie sans fil » et toute difficulté est terminée, du moins sur ce point spécial de transmission et de réception (1). Mais il convient peut-être de formuler encore des exemples qui éclaireront définitivement la question par leur forme pratique. Choisissons, comme types, des radiotélégrammes envoyés ou reçus par des navires français, car les navires, d'État ou privés, sont assimilés au territoire par le droit international. Le Gouvernement français aurait le droit d'interdire, s'il le jugeait à propos, l'émission d'ondes hertziennes faites par le navire de guerre le *Léon-Gam-*

(1) Il est certain, en effet, que s'il s'agit de correspondance de passage, on peut, sans doute, recueillir les signaux émis, mais on ne peut en prohiber efficacement l'émission.

betta, aussi bien que l'émission faite par le paquebot *La Provence*. Il pourrait de même arrêter l'envoi du rivage français des radiotélégrammes destinés à être reçus par le *Léon-Gambetta* ou par *La Provence*. Il y a des chances pour que la nécessité d'agir ainsi ne se produise pas souvent pour l'État français, mais cela pourrait tout de même arriver et, s'il plaisait au Gouvernement, les passagers de *La Provence* pourraient être privés, pendant les premiers jours après le départ du Havre, de la lecture de ce charmant journal l'*Atlantique* qui est composé à bord à l'aide des radiotélégrammes reçus et qui aide à tromper l'ennui de la traversée. A un point de vue plus sérieux, la même interdiction que notre gouvernement aurait le droit de faire à *La Provence*, il aurait également le droit de la signifier au *Deutschland* ou à tout autre navire de guerre ou bateau-marchand étranger dont les émissions hertziennes pourraient être une cause de gêne ou de danger pour le territoire français.

Tel est, brièvement résumé, dans ses principes essentiels, le régime international actuel de la télégraphie sans fil, en temps de paix. Il nous reste à examiner maintenant le régime international de la télégraphie sans fil, en temps de guerre.

CHAPITRE III

LE RÉGIME INTERNATIONAL DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL EN TEMPS DE GUERRE

La même remarque s'impose ici que celle qui a été faite au début du chapitre précédent. Pour le temps de guerre, pas plus que pour le temps de paix, il n'y a eu encore de convention internationale réglant le régime de la télégraphie sans fil. On doit s'en tenir, ici comme là, aux règles usitées ou aux solutions qui dérivent des principes que nous avons exposés en traitant de la théorie des droits de l'État sur l'atmosphère. Cela posé, on peut remarquer que la télégraphie sans fil est appelée à jouer, en temps de guerre, un rôle capital. Ce n'est pas pour rien que les services de la Guerre et de la Marine se sont jetés, chez nous, avec une ardeur que nous avons eu l'occasion de signaler déjà, sur l'étude de la télégraphie sans fil. Les qualités de mobilité du poste radio-télégraphique, sa simplicité d'installation, en font un précieux auxiliaire en temps de guerre, pour les communications rapides et invisibles entre corps de troupes ou avec le siège du gouvernement. Des expériences ont été faites pendant la guerre du Transvaal et pendant la guerre russo-japonaise, qui ont fourni la preuve matérielle de l'utilité de la télégraphie sans fil dans une campagne militaire. En venant au fait, il importe de distinguer

deux cas principaux : la télégraphie sans fil, au point de vue des rapports des belligérants entre eux, et la télégraphie sans fil, au point de vue des rapports des belligérants et des neutres (1).

Dans la première hypothèse, nous pouvons recourir aux règles adoptées par la télégraphie ordinaire et qui sont les règles du droit de la guerre. Les belligérants se traitent en ennemis et ils usent, pour vaincre, de tous les moyens, sauf de ceux trop horribles, qui sont interdits à une puissance civilisée. Dès lors, un belligérant peut troubler, par toutes les émissions d'ondes possibles, les communications télégraphiques de l'ennemi ; il peut intercepter tous les radio-télégrammes qu'il saisira, venant des adversaires ; il peut détruire tous les postes hertziens établis par l'ennemi, qui se trouveront à sa portée ; il peut s'emparer de ces postes, les utiliser ou en séquestrer le matériel, vendre ce matériel, si c'est un matériel d'État (2), enfin, faire tout ce qu'exigent les nécessités. En ce qui concerne le personnel occupé à la radio-télégraphie, quelques distinctions sont nécessaires : ou bien il s'agira d'espions, qui seront traités comme tels, ou bien il s'agira de simples particuliers ayant installé ouvertement, par patriotisme, des stations radio-télégraphiques, ou bien des agents du service public ordinaire radio-télégraphique, ou bien des télégraphistes militaires. Les simples particuliers seront avertis d'avoir à cesser leurs agissements, et faits prisonniers s'ils récidivent ; de même les agents du service public. Quant aux télégraphistes militaires, ils seront, naturellement, traités en prisonniers militaires. Ainsi, ce premier cas est normalement résolu pour la télégraphie sans fil, tant au point de vue des droits des belligérants sur les choses, qu'au point de vue de leurs droits sur les personnes. La seconde hypothèse, celle qui vise les belligérants et les neutres, est loin d'être aussi simple.

Les rapports des belligérants et des neutres ne sont, en aucun cas, commodes à déterminer. Il faut respecter, d'un côté, les droits des neutres, qu'une guerre à laquelle ils ne participent pas ne saurait troubler dans leur vie normale, et assurer, d'un autre côté, les droits des belligérants, qui peuvent exiger de ne pas être gênés, dans la sphère d'hostilités, en tout ce qu'ils entreprendront pour arriver à la victoire. Il peut se produire ainsi, entre neutres

(1) Louis Rolland, *op. cit.*

(2) Mais non pas si c'est un matériel appartenant à une Compagnie privée. Dans ce cas, le belligérant a le droit de se servir du matériel, mais non pas de le vendre.

et belligérants, des conflits qu'il est difficile de résoudre. En ce qui concerne la télégraphie sans fil, on a raisonné sur trois hypothèses, toujours par analogie avec la télégraphie ordinaire :

1° Le cas où les ondes hertziennes sont émises d'un point soumis à l'autorité d'un État neutre ;

2° Le cas où les ondes hertziennes partent d'un point soumis à l'autorité d'un belligérant ;

3° Le cas où les ondes hertziennes sont émises d'un point qui n'est soumis ni à l'autorité d'un État neutre, ni à celle d'un belligérant.

Le premier cas est le plus simple. L'État neutre ne peut pas être obligé d'interrompre son service régulier. Toutes les correspondances particulières peuvent continuer à s'échanger ; la surveillance ne peut être exercée qu'au point de vue de ce qu'on appelle « les dépêches de contrebande », c'est-à-dire les dépêches officielles qu'un neutre pourrait transporter sur deux points du territoire du même belligérant. Il est d'autre part évident que l'État neutre ne peut envoyer à un belligérant des communications susceptibles de lui être utiles dans la lutte qu'il soutient. Mais on peut envisager au point de vue spécial de la télégraphie sans fil l'hypothèse où l'État neutre n'est pour rien dans l'émission des ondes faites d'un des points de son territoire. Il s'agit d'émission d'ondes faites d'un navire ancré dans la mer territoriale de l'État neutre et appartenant soit à un autre État neutre, soit au pays d'un belligérant. Dans ce cas, l'État neutre n'est pas obligé d'arrêter la correspondance, à moins qu'il n'ait la preuve que cette correspondance est relative à la marche des hostilités. Le cas s'est présenté pendant la guerre russo-japonaise. Afin de communiquer avec Port-Arthur assiégé, un poste de télégraphie sans fil avait été installé dans l'hôtel du consulat russe à Tshefou. L'hôtel d'un Consulat est comme un navire étranger à l'ancre ; vis-à-vis d'un État, il jouit de la fiction d'exterritorialité. Comme il était évident que le poste radiotélégraphique en question n'avait d'autre but que de faciliter les opérations militaires de la Russie, la Chine était obligée de le faire supprimer et de demander immédiatement à la Russie le rappel du consul. Le poste fut supprimé ou du moins, installé moins ouvertement qu'il ne l'était. Mais le cas n'est toujours pas aussi bien déterminé qu'il ne l'était en l'espèce ; il faut être complètement sûr que l'État neutre sert de *point d'appui* à un acte en faveur d'un des belligérants. Ainsi, il est hors de doute que l'État neutre n'a pas à se préoccuper de ce qui se passe à plus de 330 mètres au dessus de

son territoire, soit vis-à-vis de la télégraphie sans fil, soit vis-à-vis de l'aérostatique.

Dans la deuxième hypothèse, les ondes hertziennes sont supposées émises d'un point soumis à l'autorité d'un des belligérants. Dans ce cas, rien n'empêche le belligérant d'interrompre la correspondance radiotélégraphique au même titre que la correspondance postale ou télégraphique ordinaire. De ce fait, un navire neutre ancré dans la mer territoriale de l'État belligérant, un ballon évoluant au dessus du territoire de cet État, peuvent être priés de cesser toute correspondance. Et il n'y a pas ici à opérer la distinction de 330 mètres. Nous avons admis qu'un État pouvait ne pas en tenir compte, en temps de paix, en arguant de la nécessité de maintenir sa sécurité, à plus forte raison devons-nous l'admettre de la part d'un belligérant. L'État belligérant doit même avoir le droit de veiller au delà de la mer territoriale, dans une zone déterminée dans la haute mer, sur la correspondance entretenue par les navires neutres voguant dans ces parages. M. Louis Rolland a cité, à ce sujet, en l'approuvant, la conduite de l'amiral Alexieff qui, pendant la guerre russo-japonaise, crut devoir sévir contre un navire anglais : le *Haemun*, qui avait à son bord des appareils de télégraphie sans fil dont se servait le correspondant du *Times* pour recueillir des informations pour son journal. L'amiral russe prévint le bateau anglais, le journaliste du *Times* et en général tous les navires neutres et tous les journalistes évoluant en vue de la presqu'île Kwantoum, que si, par la télégraphie sans fil quelque renseignement était communiqué aux Japonais, on traiterait comme espions les manœuvriers du poste radiotélégraphique et que l'on s'emparerait de celui-ci comme d'une prise de guerre. La formule était un peu violente, surtout par son extension inattendue de l'espionnage. Il est sûr que les journalistes étrangers qui suivent les hostilités ont toujours une préférence pour l'un ou pour l'autre des belligérants, il est hors de doute, de plus, que ces journalistes, à l'affût d'informations sensationnelles, sont très gênants pour un chef d'armée ou d'escadre dont les intentions, même les plus secrètes peuvent être mises à jour par la perspicacité professionnelle des journalistes. L'aventure du correspondant du *Times* dans la mer de Chine rappelle un peu les aventures fantastiques de ces deux « reporters » qui, dans *Michel Strogoff*, suivent une guerre russo-tartare de fantaisie. Et le vrai peut quelquefois dépasser, et de beaucoup le fictif ! Mais, il ne faudrait pas lâcher immédiatement le grand mot et dire que les journalistes étran-

gers sont des espions. L'amiral Alexieff est allé trop loin. Il ne faut traiter comme espions que ceux qui sont vraiment des espions, c'est-à-dire qui dérobent des renseignements pour les transmettre clandestinement et par de faux prétextes à l'ennemi. Ce que peut toujours faire le belligérant, c'est d'interdire l'approche de sa zone d'opérations à l'individu ou au navire qui lui sont suspects. On est toujours à temps de parler d'espionnage ; il ne faut pas poser l'espionnage en principe ; l'espionnage est une question de fait. Au reste, le droit de visite du belligérant vis-à-vis du neutre est là pour quelque chose.

Dans la troisième hypothèse, les ondes hertziennes sont émises d'un point qui n'est soumis, ni à l'autorité d'un belligérant ni à celle d'un neutre. Ce point ne peut être que la haute mer. Il faut supposer le cas où un navire de commerce neutre correspond de la haute mer avec les belligérants. Comme il y a violation flagrante de la neutralité, la solution est simple : droit de visite pour le belligérant et, au besoin, droit de confiscation des dépêches et des appareils de télégraphie sans fil.

Nous en avons ainsi terminé avec la réglementation internationale de la télégraphie sans fil, soit en temps de paix, soit en temps de guerre(1). Il est certain que les accords internationaux spécialement établis sur la question de la radiotélégraphie, auraient pu offrir des solutions plus précises, plus en harmonie avec le caractère particulier de la télégraphie sans fil, mais toutes les règles que nous avons signalées n'en sont pas moins conformes soit à la théorie des droits de l'État sur l'atmosphère, soit aux pratiques adoptées pour la télégraphie ordinaire, pratiques compatibles avec les procédés de la télégraphie sans fil. D'autre part, ainsi que nous allons le constater par l'étude de la conférence de Berlin, des accords internationaux durables ne semblent pas encore sur le point d'être effectués, au point de vue de la télégraphie sans fil. Dans cette prévision, il fallait bien établir, avec les éléments existants, le régime provisoire, qui sera peut être le régime permanent, de la radiotélégraphie internationale.

(1) Nous devons signaler, toutefois, pour en terminer avec cette question la solution présentée par le décret Barthou, pour la radiotélégraphie française en tant de guerre. L'art. 1^{er} de ce décret déclare : « in fine ». En cas de mobilisation, toutes les stations, sans exception, sont soumises à l'autorité des Départements de la Marine et de la Guerre.

CHAPITRE IV

LA CONFÉRENCE DE BERLIN ET SES RÉSULTATS

La conférence de Berlin a été provoquée, par l'initiative de l'Allemagne, pour *étudier* les éléments d'une entente internationale au point de vue de la télégraphie sans fil. Il ne s'agissait donc pas d'aboutir à une convention, à un projet d'accord, mais simplement d'étudier les éléments d'entente. Les travaux de la conférence ont eu lieu en octobre 1906. Ils s'ouvrirent sur un discours de M. Kraetke, secrétaire du Département des Postes de l'empire d'Allemagne, qui, après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, parla de créer la base d'une réglementation internationale de la télégraphie sans fil, « tâche difficile mais fructueuse en même temps pour l'augmentation des relations de trafic entre les nations et pour le progrès de la civilisation. M. Sidow, sous-secrétaire d'État du Département des Postes, en Allemagne, fut nommé président de la conférence. Les États-Unis, l'Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Siam, la Suède et l'Uruguay, étaient représentés. Le Gouvernement chinois avait fait admettre aux séances, à titre d'information, un

jeune électricien chinois : M. Cuei Ling-Wu. Dès les premières séances, on put comprendre que la conférence n'aurait pas de résultats importants, par suite des déclarations de principes des délégués de la Grande-Bretagne et de l'Italie réservant les droits de leur Gouvernement. De fait, la conférence ne s'est occupée, d'un accord presque unanime, que de la réglementation des communications des stations côtières avec les navires en pleine mer.

Dans ces limites, il n'en est pas moins intéressant de donner une analyse complète des séances de la Conférence de Berlin. La séance d'inauguration, le 3 octobre 1906, fut marquée par un discours important de M. Kraetke, secrétaire d'État du département des postes de l'Empire d'Allemagne. Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes de la nation allemande, M. Kraetke s'attacha à faire ressortir les progrès de la télégraphie sans fil, et à déterminer les améliorations encore à effectuer. Puis il insista sur ce qui est ici plus spécialement notre sujet, c'est-à-dire sur la réglementation de la télégraphie sans fil. M. Kraetke déclara que « presque partout on est convaincu qu'un moyen de communication si important pour la défense nationale, pour la navigation, pour le commerce et l'industrie, doit être soumis au contrôle de l'État. » Puis, il démontra le caractère particulièrement international de la radio-télégraphie. La conclusion du discours est tout entière à citer : « Créer, dit M. Kraetke, la base d'une réglementation internationale, voilà notre tâche difficile, mais fructueuse, en même temps pour l'augmentation des relations de trafic entre les nations et pour le progrès de la civilisation. Ainsi qu'on a réussi à faciliter l'emploi de la télégraphie ordinaire et, dans ces derniers temps, de la téléphonie, sa sœur cadette, en créant des bases internationales, et à les mettre à la disposition de toutes les nations, de même j'espère fermement que par un échange bienveillant de nos idées, nous réussirons à atteindre un but analogue pour la télégraphie sans fil. » Le but de la conférence de Berlin ne pouvait être mieux défini.

A la seconde séance, on entra dans le vif de la question en discutant le fait primordial de savoir si l'échange radio-télégraphique entre les stations côtières et les stations de bord devait être effectué en tout état de cause sans distinction de système. Une station côtière, pourvue d'un appareil Marconi pouvait-elle, par exemple, être obligée à recevoir un radiotélégramme envoyé par système Slaby-Arco ? Les

délégués de la Grande-Bretagne se déclarèrent sur ce point disposés à une entente mais à condition qu'un règlement suffisant fut élaboré et que certaines stations fussent dispensées de l'intercommunication obligatoire. Quant aux délégués de l'Italie, ils firent une opposition absolue et de principe, au nom de leurs engagements avec la Compagnie Marconi. Cette opposition était d'un effet déplorable. Pour sauver l'avenir de la conférence, M. Bordelongue, délégué de la France, eut l'idée d'appuyer sur les desiderata de la Grande-Bretagne en demandant qu'il n'y eût d'abord qu'acceptation *provisoire* du principe d'intercommunication obligatoire, le vote définitif étant ajourné jusqu'après la discussion en Commission du règlement. Cela posé et résolu, la Conférence put utilement continuer. On discuta et on vota sur la définition des stations côtières et des stations de bord à la fin de la deuxième et pendant la troisième séance. Sur l'article 1^{er}, la Grande-Bretagne ne manqua pas d'affirmer sa théorie du non monopole d'État, en déposant un amendement, pour obliger les *entrepreneurs privés*, le cas échéant, à se soumettre aux conditions de la convention. Dans la quatrième séance, on discuta des conférences futures appelées à statuer sur le régime de la radiotélégraphie. L'Angleterre demanda que des voix y fussent accordées aux grandes colonies autonomes et la France l'appuya. On parla ensuite d'un bureau international radiotélégraphique. L'Allemagne voulait le créer à part, sur son territoire, mais la France s'opposa à cette prétention en demandant la fusion du nouveau bureau avec le bureau télégraphique international de Berne. Elle fut appuyée par l'Angleterre. Au début de la cinquième séance, les délégués des États-Unis en invoquant des exemples pratiques, de la possibilité d'user avec succès de systèmes radiotélégraphiques différents, se déclarèrent partisan du principe de l'intercommunication. Après une sixième séance sans intérêt la discussion reprit, dans toute son ardeur, à la septième séance, le 25 octobre 1906. Sur l'intercommunication, M. Babington Smith (Angleterre) s'efforça de démontrer les risques d'un interchange général. M. Tower (États-Unis) demanda que l'on réglât la communication non seulement entre les navires et les stations côtières, mais encore la communication des navires entre eux. M. Colombo (Italie) fit naturellement toutes réserves à propos de la Compagnie Marconi. En huitième séance, l'Allemagne, l'Angleterre et la France se trouvèrent d'accord pour élaborer un texte permettant l'établissement de stations côtières non soumises à l'intercommunication, texte pallié par un sous-

amendement où les pays qui voudraient pourraient déclarer renoncer à la faculté d'installer des stations libres d'intercommuniquer ou non. La neuvième séance fut marquée par des déclarations de la Roumanie et du Danemark et par une discussion sur les longueurs d'onde. A la dixième séance, M. Cuthbert Hall, délégué du Monténégro, représentant M. Marconi, puisque celui-ci lui avait cédé, aux premières séances, son titre de délégué du Monténégro, prit la parole pour combattre le principe de l'intercommunication obligatoire et défendre le monopole de la Compagnie Marconi. Il prévoyait, pour l'intercommunication, de graves difficultés de fonctionnement, et il affirmait la nécessité de satisfaire aux droits légitimes des possesseurs de brevets. Les Etats-Unis firent ensuite voter, malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, leur amendement sur la libre intercommunication entre les navires et l'on passa à la discussion générale. Celle-ci se déroula pendant la onzième, la douzième et la treizième séances sans incidents notables et, le 3 novembre, après d'abondantes congratulations et de nombreux et réciproques compliments diplomatiques, les délégués se séparèrent. Les travaux de la conférence avaient abouti à proposer à l'examen des gouvernements représentés par les plénipotentiaires délégués :

- 1° Une convention radiotélégraphique internationale;
- 2° Un engagement additionnel;
- 3° Un protocole final;
- 4° Un règlement de service annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.

La Convention détermine d'abord ce qu'est une *station côtière* et ce qu'est une *station de bord*. L'article 2 de la Convention est ainsi conçu : « Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer. Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord. La Convention posa ensuite le principe sans lequel la télégraphie sans fil internationale est impossible, à savoir que l'échange des radiotélégrammes entre les stations côtières et les stations de bord, doit se faire, sans tenir compte du système radiotélégraphique adopté par ces stations. Nous aurons à revenir dans le chapitre suivant, sur le sens et la portée de cette disposition. Dans les articles ultérieurs, la Convention se préoccupe d'assurer le bon fonctionnement de ces stations côtières qu'elle vient de

définir. C'est ainsi qu'elle leur assure des relations par fils spéciaux avec les réseaux télégraphiques qu'elle fait dresser par les Etats une liste complète, destinée à une communication réciproque, des stations côtières et des stations de bord, et qu'elle détermine l'organisation de la taxe. La taxe est divisée en deux catégories :

1° La taxe maritime, qui comprend *la taxe côtière* et *la taxe de bord*;

2° La taxe territoriale, qui est la taxe ordinaire du réseau télégraphique et qui est affectée à la transmission par ce réseau du radiotélégramme.

L'article 9 de la Convention réserve la priorité absolue aux appels de détresse provenant des navires. Article 9 : « Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse provenant des navires, de répondre de même à ces appels et de leur donner la suite qu'ils comportent. » Le service doit être organisé, autant que possible, de façon à ne pas troubler le service d'autres stations. La Convention prévoit des conférences périodiques pour l'étude des modifications réglementaires rendues nécessaires par les progrès de la télégraphie sans fil, elle prévoit aussi un *bureau international* dont les frais seront supportés par tous les pays contractants, et qui sera chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie.

La Convention est signée par tous les délégués des puissances représentées, mais l'effet de cette unanimité est détruit par l'engagement additionnel d'appliquer, à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention, principalement la disposition qui concerne la communication obligatoire entre stations de *système radiotélégraphique différent*. La Grande-Bretagne et l'Italie, refusèrent de signer cet engagement; nous ne tarderons pas à comprendre pourquoi, mais d'ores et déjà, nous pouvons dire que, dès le moment où l'accord n'était pas fait sur cette question, les résultats de la conférence de Berlin se présentaient comme étant sans grande portée. Le Protocole final essaya d'établir une entente, à l'aide d'une solution intermédiaire. Il indiqua, dans son article 11, que chaque Gouvernement contractant pourrait se réserver la faculté de posséder certaines stations côtières qui ne seraient pas obligées de se mettre en communication avec des stations de système radiotélégraphique différent, mais cette concession ne parvint pas à entraîner la signature de la Grande-

Bretagne et de l'Italie. Celle-ci fit même, dans le protocole, une réserve spéciale dont nous reparlerons (1).

Le règlement de service annexé à la Convention s'occupe de l'organisation des stations radiotélégraphiques, de la durée du service des stations côtières, de la rédaction et du dépôt des radiotélégrammes, de la taxation, de la perception des taxes, du bureau international, des signaux de transmission, de l'ordre de transmission, etc... De ce règlement, il n'y a pas grand chose à retirer, et d'autant plus qu'il n'est que l'annexe d'une convention qui ne sera pas appliquée. Dès le moment où la conférence de Berlin avait limité sa zone de réglementation aux stations côtières et aux stations de bord, elle se suicidait elle-même, en ôtant à ses travaux toute portée générale. Le conflit soulevé par l'Italie et la Grande-Bretagne devait faire le reste pour annihiler une tentative qui aurait pu donner d'excellents résultats. Aussi bien, convient-il maintenant d'examiner les causes réelles du conflit que nous signalons, en somme de mettre à jour les motifs véridiques de l'échec de la conférence de Berlin (2).

(1) Chapitre suivant. Voir d'ailleurs aux Annexes, le texte même du protocole. Voir « Documents sur la conférence de Berlin ». Bibliothèque du Sous-Secrétariat d'Etat des Postes.

(2) Nous devons signaler, au point de vue de la législation internationale, et comme suite logique au compte rendu de la conférence de Berlin, les articles suivants qui ont été adoptés, le 24 septembre 1906, à Gand, dans la réunion tenue par l'Institut de Droit International, au sujet du régime applicable aux aérostats et à la télégraphie sans fil :

Article premier. — L'air est libre. Les Etats n'ont sur lui, en temps de paix et en temps de guerre, que des droits nécessaires à leur conservation ;

Article 2. — A défaut de dispositions spéciales, les règles applicables à la correspondance télégraphique ordinaire le sont à la correspondance télégraphique sans fil ;

Article 3. — Chaque Etat a la faculté, dans la mesure nécessaire à sa sécurité de s'opposer, au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales et aussi haut qu'il sera utile, au passage d'ondes hertziennes, que celles-ci soient émises par un appareil d'Etat ou par un appareil privé, placé à terre, à bord d'un navire ou d'un ballon.

Article 4. — En cas d'interdiction de la correspondance par télégraphie sans fil, le Gouvernement devra aviser immédiatement de la défense qu'il édicte les autres Gouvernements.

En ce qui concerne l'Etat de guerre, voici le texte des décisions prises à la dernière séance :

Article 5. — Les règles admises pour le temps de paix sont en principe, applicables en temps de guerre ;

Article 6. — Sur la haute mer et dans les eaux qui correspondent à la sphère d'action de leurs opérations militaires, les belligérants peuvent empêcher les émissions d'ondes, même par un Etat neutre ;

Article 7. — Ne sont pas considérés en principe comme espions de guerre, mais seront traités comme prisonniers de guerre s'ils sont capturés, les individus qui, malgré la

défense des belligérants, se livrent à la transmission ou à la réception des dépêches par télégraphie sans fil entre diverses parties d'une armée et d'un territoire belligérants. Il doit en être autrement si la correspondance est faite sous de faux prétextes. Les porteurs de dépêches transmises par télégraphie sans fil sont assimilés à des espions lorsqu'ils emploient la dissimulation ou la ruse.

Les navires et les ballons neutres, une fois qu'il est établi que leur correspondance est destinée à fournir aux adversaires des renseignements relatifs à la conduite des hostilités, pourront être écartés des zones d'opérations et leurs appareils saisis et séquestrés ;

Article 8. — L'État neutre n'est pas obligé de s'opposer au passage sur son territoire d'ondes hertziennes destinées à un pays en guerre ;

Article 9. — L'État neutre a le droit et le devoir de fermer ou de prendre sous son administration l'établissement d'un État belligérant qu'il avait autorisé à fonctionner sur son territoire ;

Article 10. — Toute interdiction des communications par télégraphie sans fil formulée par le belligérant doit être immédiatement notifiée par eux aux gouvernements neutres.

CHAPITRE V

DES DIFFICULTÉS SPÉCIALES SOULEVÉES PAR UNE RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

Il a été chuchoté, dans certains milieux, que le Congrès de Berlin avait été convoqué moins pour chercher des solutions au problème d'une réglementation internationale de la télégraphie sans fil, que pour faire toucher du doigt aux puissances qui pouvaient l'ignorer, l'espèce de monopole mondial de la télégraphie sans fil que la Compagnie Marconi était en voie de réaliser. La conférence de Berlin ne se serait, en somme, réunie que pour aviser aux moyens d'arrêter l'envahissement du « Marconisme ». C'est peut-être aller un peu loin que d'affirmer la chose de cette manière mais, au fond, il y a, dans cette assertion une grande part de vérité.

La grande difficulté, la difficulté spéciale, que rencontre l'organisation internationale de la radiotélégraphie, c'est l'existence de Compagnies privées exploitant, en monopole, un brevet et un système. Il est évident qu'une compagnie, fondée dans un esprit de lucre, cherche, avant tout, à gagner de l'argent. Or, pour réaliser de gros bénéfices, il faut, autant que possible, n'avoir pas de concurrence. La Compagnie Marconi a très habilement manœu-

vré pour accaparer toute la radiotélégraphie du globe. En possession des brevets les meilleurs et des appareils les plus perfectionnés, elle était bien armée pour réaliser les plans qu'elle avait en vue. L'Italie, pays d'origine de M. Marconi, ne fit aucune difficulté pour concéder un monopole; l'Angleterre permit, d'abord, des installations à titre d'essai, puis, mise en présence du fait acquis et des excellents résultats obtenus, se laissa amener à une concession de monopole. Une tentative faite du côté de la France n'eût pas le même succès, l'Administration des Postes était sur le qui-vive, elle veillait jalousement à ce que son monopole ne fut pas entamé. Lorsque la Compagnie française maritime et coloniale de télégraphie sans fil, une filiale de la Société Marconi, fit auprès du Sous-Secrétaire d'Etat, en s'appuyant sur l'article 2 du décret de février 1903, une demande que nous avons eu déjà l'occasion de signaler, il lui fut répondu par une fin de non recevoir catégorique (1).

Au demeurant, l'affaire Popp, dont nous avons longuement parlé n'était qu'une sous-affaire Marconi, organisée avec des capitaux et des inventions allemandes (le brevet de l'inventeur français Branly ne fut acheté qu'assez tard, et, semble-t-il, pour servir de réclame en France), dans le but d'instituer, chez nous, le même monopole que la Compagnie Marconi avait obtenu en

(1) Voici une copie de la lettre qui fut adressé par le sous-secrétaire d'Etat à la Compagnie française maritime et coloniale de télégraphie sans fil :

Paris, le 15 juin 1903.

Monsieur,

Par votre lettre du 27 mai dernier, en me fournissant des renseignements sur l'état actuel de la télégraphie sans fil, système Marconi, dans les divers pays, vous avez exprimé le désir de connaître les intentions de l'administration au sujet de la demande que vous m'avez adressée le 26 mars pour obtenir l'autorisation d'établir en France des postes hertziens du système Marconi. Votre lettre du 26 mars s'appuyait sur ce que le décret du 7 février 1903 prévoyait la possibilité d'accorder à des particuliers la concession de postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance de la télégraphie privée. J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 2 du dit décret ne saurait être interprété dans le sens que vous lui avez donné. Il ne permet pas, en effet, au Ministre d'accorder à des particuliers ou à des Sociétés le genre de concessions que vous avez envisagé. Il rappelle seulement le droit que possède le Ministre d'autoriser des tiers à établir des stations de télégraphie sans fil pour leurs besoins personnels. D'autre part, j'ajouterai qu'il a été décidé que l'exploitation des postes de télégraphie sans fil à créer pour l'échange de la correspondance publique serait assurée uniquement par l'Etat.

Dans ces conditions, il m'est impossible d'accueillir votre demande.

Agréez, Monsieur, etc...

Italie et en Angleterre. La Société Popp fut même imprudente au point de vue de la révélation de ses origines et de ses tendances ; elle alla, croyons-nous, jusqu'à remuer, à Berlin, les cercles diplomatiques, afin d'établir, sur le gouvernement français, une pression indirecte. Toutes les menées souterraines, tous les procédés tendancieux, échouèrent contre la décision irrévocable de l'Administration des Postes. La Compagnie Popp fut brisée par cette résistance ; mais la Compagnie Marconi, soutenue par ses droits acquis en Italie et en Angleterre, s'organisa pour la lutte commerciale contre le monopole d'Etat du régime français, et contre les Compagnies concurrentes allemandes travaillant, en Allemagne, sous l'œil bienveillant du Gouvernement Impérial, à développer la radiotélégraphie, et s'efforçant de propager au dehors, tous droits réservés, leurs systèmes et leurs appareils. La Compagnie Marconi boycotta donc tous les appareils radiotélégraphiques qui n'étaient pas les siens. Elle refusa de recevoir les radiotélégrammes expédiés par d'autres transmetteurs que le transmetteur Marconi. C'était dire à la France et à l'Allemagne : « Vous refusez de nous admettre chez vous avec un privilège, soit, mais tant que vous persisterez dans votre refus, vous serez dans l'impossibilité de communiquer radiotélégraphiquement soit avec l'Italie, soit avec l'Angleterre ». Comment, dès lors, arriver à une réglementation internationale de la télégraphie sans fil, si au préalable, deux pays se trouvaient exclus de la convention ? M. Sembat, dans son rapport sur le budget des Postes et Télégraphes, a pu ainsi signaler que les appareils radiotélégraphiques installés sur les côtes françaises, demeurent en assez grand nombre inutilisés, par suite du refus de la Compagnie Marconi d'accepter la correspondance.

Cela rappelle les difficultés sérieuses que suscitèrent autrefois, aux divers Etats, les Compagnies des câbles sous-marins. On put venir à bout de leur résistance, mais ce n'était assurément pas si pénible qu'aujourd'hui, vis-à-vis de la Société Marconi. Un compte-rendu de ce qui s'est passé à Berlin va nous en donner la preuve.

Au Congrès de Berlin, fait sans précédent, la Compagnie Marconi a été complètement couverte par l'Italie, qui a tenu en échec, en se retranchant, sans cesse, derrière les exigences de la Compagnie Marconi toute la réglementation internationale. L'Angleterre a appuyé l'Italie, mais en se montrant moins absolue, et en paraissant plus disposée à chercher un terrain d'entente. Le délégué italien prit position, dès la deuxième

séance, le 4 octobre 1906. A cette séance, le délégué, M. Colombo, s'exprima dans ces termes : « La délégation italienne reconnaît l'importance, pour les rapports internationaux du principe de la libre intercommunication radiotélégraphique avec différents systèmes de radiotélégraphie. Attendu pourtant que le Gouvernement italien est tenu à observer loyalement les conditions stipulées avec M. Marconi et sa Compagnie, la délégation italienne ne saurait trouver le moyen d'en proposer la modification autrement qu'avec l'accord et le consentement des deux parties contractantes. La délégation italienne est néanmoins disposée à examiner avec la plus grande attention et à discuter dans la Conférence, soit les articles essentiels, soit les dispositions de détail de la convention internationale formulés avec le Gouvernement allemand, et elle n'aura aucune difficulté à proposer à son Gouvernement de discuter avec M. Marconi, les modifications éventuelles qui seraient reconnues nécessaires ou opportunes pour faciliter l'accord international ». On voit que, comme déclaration de principe, les paroles de M. Colombo ne manquaient pas de netteté. M. Marconi qui avait projeté de venir soutenir lui-même sa cause à titre de délégué du Monténégro, comprit qu'il serait plus avisé, en présence de l'attitude de l'Italie, de s'abstenir, et il n'alla pas à la conférence (1).

A la même séance du 4 octobre, les délégués de la Grande-Bretagne furent aussi catégoriques, mais plus conciliants que M. Colombo. M. Babington Smith déclara que son pays avait autorisé la délégation à accepter *provisoirement* le principe de l'intercommunication générale. Mais, outre que cette acceptation ne pouvait être que provisoire, il fallait s'entendre, pour la fonder, sur les perturbations qui pourraient désorganiser le service et sur le droit, pour chaque État, de posséder, s'il y tenait, des stations non soumises à l'obligation de l'échange et sans distinction de système. Ces restrictions visaient clairement l'existence, en Angleterre, des appareils Marconi. Le capitaine de vaisseau Bethell, collègue de M. Babington Smith, crut devoir le faire remarquer en termes discrets, pour compléter la déclaration qui venait d'être faite au nom de son pays. « La question de l'intercommunication, dit-il, a, pour la Grande-Bretagne, une importance spéciale parce que la Grande-Bretagne possède déjà une organisation assez étendue de la radiotélégraphie qui répond

(1) Comme nous le disons plus haut, M. Marconi céda sa place à la conférence à M. Cuthbert Hall.

bien à ses besoins et qui se trouvera affectée sérieusement par l'adoption du principe de l'intercommunication ». Le nom de M. Marconi ne fut pas prononcé, mais le sens de l'intervention anglaise ne permettait pas d'équivoque. M. Bordelongue, délégué de la France, ne manqua pas, après la déclaration de l'Italie et de l'Angleterre, de faire connaître la théorie française, « soutenir toujours le principe de l'intercommunication, avec l'idée que l'application en est toujours possible ». On était donc prêt pour la bataille. L'article 3 fut renvoyé à une discussion ultérieure.

Cette discussion se produisit le 25 octobre à l'article 3 obligeant les stations côtières vis-à-vis des stations de bord, et les stations de bord vis-à-vis des stations côtières, à l'échange de la correspondance sans distinction de système, l'Angleterre proposa l'amendement suivant : « à l'exception des stations spécifiées par le gouvernement dont elles dépendent ». Les arguments donnés à l'appui de l'amendement, étaient : 1^o qu'on ne pouvait supprimer des stations spéciales de service restreint, stations de bateaux-phares, stations pour le service de petite distance des paquebots, qui usent d'un système distinct ; 2^o que l'intercommunication générale a encore à faire ses preuves ; qu'en fait de radiotélégraphie, tout ce qu'on peut prévoir, c'est que l'imprévu arrivera, qu'il faut donc laisser à chaque pays une certaine liberté d'action pour parer à l'imprévu. Le délégué de l'Italie appuya l'amendement de la Grande-Bretagne, mais en faisant, à nouveau, connaître la situation spéciale de l'Italie, liée par traité à la Compagnie Marconi. C'est alors que l'Allemagne intervint, pour déposer ce sous-amendement : « Les pays, dont le nom suit....., ne se réserveront pas la faculté qui leur est donnée par l'amendement de la Grande-Bretagne ». Le prétexte de cet amendement était la défense du grand principe d'intercommunication libre, mais, en réalité, c'était la lutte à outrance contre la Compagnie Marconi, au profit de ses Compagnies nationales, que l'Allemagne voulait poursuivre. La France vit clair dans la situation et M. Bordelongue demanda le retrait de l'amendement allemand, « inopportun et sans efficacité ». Cependant, M. Marconi se défendait. M. Guthbert Hall, dans le discours de la séance du 31 octobre, demanda que l'on respectât les droits légitimes des possesseurs de brevet, et affirma solennellement que le vrai et le seul inventeur de la télégraphie sans fil était M. Guglielmo Marconi (1). C'était à propos du sous-amendement

(1) Voir chapitre précédent.

que firent voter les États-Unis, de l'intercommunication obligatoire, sans distinction de système, entre les navires en mer.

En résumé, et sans aller plus loin dans une discussion de détail, la Conférence de Berlin a prouvé que l'existence de la Compagnie Marconi met un obstacle spécial et très puissant à la réglementation internationale de la télégraphie sans fil. La déclaration que l'Italie tint à faire insérer dans le protocole final, « la délégation italienne, en signant la Convention, doit toutefois faire la réserve que la convention ne pourra être ratifiée de la part de l'Italie qu'à la date de l'expiration de ses contrats avec M. Marconi », a détruit toute la portée morale de la conférence de Berlin. Ce résultat prouve tout simplement qu'une bonne réglementation internationale d'un service d'intérêt public, comme les postes, les télégraphes, les téléphones, la radiotélégraphie, n'est possible qu'au cas où, dans tous les pays, ce service est dans la main du gouvernement, et non au pouvoir d'une Compagnie privée. Une Compagnie privée ne sacrifiera jamais ses intérêts pécuniaires à l'intérêt commun. C'est là un argument très fort en faveur de ce monopole d'État que possède en France l'Administration des Postes. De la conférence de Berlin, si caractéristique, il ressort, sans conteste, que le monopole d'État est la clef de voûte d'une réglementation internationale de la télégraphie sans fil. A ce point de vue, la France n'a qu'à se louer d'avoir eu une Administration prudente, ennemie des Compagnies privées et comme, actuellement, l'accord de cette Administration avec les départements de la Guerre et de la Marine est harmonieusement établi, la France semble bien le pays le plus préparé à une réglementation définitive prochaine de la télégraphie sans fil.

CONCLUSION

LA RÉGLEMENTATION DÉFINITIVE DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

La télégraphie sans fil n'est assurément pas encore arrivée à son plus haut degré de perfection. Le problème de la syntonisation irréprochable n'est pas encore résolu, et, par conséquent, le secret de la correspondance radiotélégraphique n'est pas assuré (1). De plus, on n'est pas sûr de la distance à laquelle on peut utilement communiquer, et l'on ne peut répondre de certains troubles occasionnés par les ondes hertziennes sur l'ensemble des réseaux électriques qu'elles traversent. D'autre part, des progrès très sérieux ont été réalisés, qui permettent de considérer que l'on est sorti de la période de tâtonnements (2). Le

(1) Cf. *Étude de la résonnance sur systèmes d'antennes de la T. S. F.*, par le lieutenant de vaisseau Tissot. Paris (Gauthier-Villars.)

Leçons d'électrotechnique générale, par P. Janet (2 vol.). Paris (Gauthier-Villars).

Télégraphie sans fil et ondes électriques, par Boulanger et Ferrié. Paris (Berger-Levrault).

L'Électromagnétisme, par Zemeck. Stuttgard, 1907.

La Télégraphie sans fil, par Van Dam. Paris (Victorion, 4, rue Dupuytren).

La Télégraphie sans fil, par Mazotto. Paris (Dunod).

(2) Dans une conférence qui a été faite, le 8 juin dernier, à la Société des Ingénieurs civils de France, en présence du Président de la République, M. Janet, directeur de l'École

principal a été fait : la voie à suivre est éclairée, on travaille maintenant à rendre cette voie la plus spacieuse et la plus commode possible. Or, ce qui est vrai pour la télégraphie sans fil, au point de vue technique, est encore exact au point de vue de sa réglementation juridique. On n'est plus dans le vague, dans l'inconnu ; les principes sont posés : intercommunication obligatoire au point de vue international, monopole d'État, ou, tout au moins, contrôle effectif de l'État, au point de vue administratif. Mais on n'est pas encore en possession d'une réglementation définitive, on est en période de transition. Ce n'est là, d'ailleurs, rien que de très normal, puisque le juriste, dans l'espèce, est obligé d'attendre le savant.

Dans cette période de transition, en France, *la réglementation administrative* ne paraît pas tenir, comme on pourrait le croire, dans le principe de l'assimilation de la radiotélégraphie à la télégraphie ordinaire et de l'application à la nouvelle venue, toutes les fois que la chose n'est pas contradictoire, des règles émises pour la plus ancienne. La loi de 1837, le décret-loi de 1851, donnent à la télégraphie sans fil, comme à l'autre télégraphie, la grande ligne de direction. La radiotélégraphie échappe, sous l'influence de ces dispositions, à la main-mise des particuliers : elle constitue un service public d'État ; mais, s'il ne convient pas de rappeler ici les difficultés que l'Administration a pu rencontrer pour conserver, dans son domaine, la télégraphie sans fil, il est bon de signaler les difficultés qui provinrent beaucoup plus d'une nuance d'interprétation du monopole, mis en principe hors du débat, que des attaques directes opérées contre ce monopole par les compagnies privées. Les départements de la Guerre et de la Marine, aux premières expériences de télégraphie sans fil, avaient vu le parti qu'il était possible de tirer de l'invention, au point de vue de la défense nationale. Ils avaient cru alors et à juste titre devoir s'occuper avec ardeur de télégraphie sans fil. Ils avaient acquis des appareils et installé des postes sans songer le

supérieure d'électricité, a révélé qu'on peut aujourd'hui transmettre des dépêches à des distances nettement supérieures à 2.000 kilomètres, les transmissions étant de beaucoup meilleures la nuit que le jour. On assure même que des messages ont été transmis entre Boston et l'Écosse, à plus de 4.800 kilomètres. La station de la tour Eiffel, installée par le capitaine Ferrié, communique régulièrement, toutes les semaines, avec le poste de Bizerte, à plus de 1.500 kilomètres. Il serait à désirer que la station de la tour Eiffel fût définitivement installée. Le jour où l'on y disposera d'une force de 50 chevaux, les communications seront assurées avec l'Amérique.

moins du monde à empiéter sur les attributions de l'Administration des Télégraphes. Celle-ci, toutefois, tint à préciser la question. Elle voulut réserver tous ses droits vis-à-vis des installations que la Guerre et la Marine avaient opérées, sans autre souci que celui de la défense nationale. Les décrets de février 1903 et de février 1904 réalisèrent, à ce point de vue, le *summum* des désirs de l'Administration. Mais lorsque la question, mise à l'étude, fut plus connue, et lorsque l'on put l'examiner sous son véritable jour, la nécessité se fit sentir de garanties primordiales à accorder aux services de la défense nationale. Les droits de l'Administration n'étaient d'ailleurs pas, en principe, mis en cause. Il fallait seulement, sans arrière-pensée, organiser une entente entre les services intéressés à l'organisation de la radio-télégraphie. La télégraphie sans fil, présentant des conditions différentes et plus particulières, on ne devait pas, pour la défense nationale, la soumettre complètement au régime de la télégraphie ordinaire. De ces préoccupations et du désir d'assurer une harmonie et une régularité d'efforts pour le développement de la radio-télégraphie, est né le décret du 7 mars 1907. Il serait téméraire d'affirmer que ce décret a posé la réglementation administrative définitive de la télégraphie sans fil, mais ce que l'on peut déclarer, c'est qu'il renferme les principes de toute réglementation future : 1° Maintien de l'exploitation exclusive du monopole par l'Administration des Postes ; 2° sauvegarde des intérêts de la défense nationale ; 3° garantie d'une cohésion d'efforts pour le développement général, y compris le développement commercial, de la télégraphie sans fil. La difficulté est, en somme, résolue chez nous, au point de vue de la réglementation administrative ; mais la question est loin d'être aussi avancée en ce qui concerne la réglementation internationale.

Au point de vue international, on peut dire que la télégraphie sans fil est en période d'organisation, mais avec une foule d'*impedimenta* encore gisant dans la période de tâtonnements. Ici, à la différence de ce que nous avons constaté pour la réglementation administrative à l'intérieur, il y a lieu d'appliquer le principe de l'assimilation de la radiotélégraphie à la télégraphie ordinaire. Des différences peuvent être signalées, des particularités mises en relief ; on leur fait une place à part, sans perdre de vue les règles générales indiquées pour la télégraphie ordinaire. Aussi bien, sera-t-il difficile d'appliquer en radiotélégraphie, des règles internationales, quelles qu'elles soient. Les savants sauront peut-être, dans leurs laboratoires aériens quelles sont les ondes

qu'ils ont envoyées à travers l'atmosphère d'un Etat, mais cet Etat, lui-même ne le saura pas, ou s'il le sait, ce sera par hasard, quand un préjudice lui aura été occasionné dont l'origine ne pourra être mise en doute. En droit international surtout, se fait sentir le besoin d'une radiotélégraphie parfaite, à syntonisation irréprochable, d'une radiotélégraphie complètement maîtresse de la longueur de ses ondes, et sûre de la portée de ses appareils, en somme d'une radiotélégraphie telle que nous ne la possédons pas encore. La réglementation internationale, en suspens de ce côté est encore arrêtée par cette résistance de la Compagnie Marconi dont nous avons longuement parlé. Le malheur est que cette résistance a des points d'appui très solides et qu'il faudra, pour la réduire, peut-être très longtemps, beaucoup plus longtemps que n'en réclamera la télégraphie sans fil pour arriver à son apogée. C'est assurément regrettable. Il est des cas où la nécessité d'une réglementation internationale s'est fait sentir non seulement au nom de l'intérêt des puissances, mais encore au nom de l'humanité. M. Tower, délégué des Etats-Unis, a rapporté à la conférence de Berlin le fait suivant : « Le bateau américain *Lebanon* avait reçu l'ordre de chercher sur l'Atlantique une épave qui présentait un grand danger pour la navigation. Il rencontra le transatlantique *Vaterland* et il lui demanda par radiotélégramme s'il avait vu sur sa route une épave. Le *Vaterland* refusa de répondre, parce qu'il ne lui était pas permis d'entrer en communication radiotélégraphique avec un navire muni d'un système Marconi. » On jugera, par cet exemple, des crimes de lèse-humanité que l'on pourrait être amené à constater dans l'absence prolongée d'une réglementation internationale de la radiotélégraphie. La conférence de Berlin aura toujours eu un mérite, celui de poser pour la réglementation future, qu'elle intervienne demain ou dans vingt ans, le principe de l'intercommunication.

Il nous est donc permis de conclure, au seul point de vue juridique dont nous nous sommes préoccupés, que la télégraphie sans fil a traversé la période des tâtonnements obscurs, et que dans la période où elle se trouve maintenant, les principes de sa réglementation définitive se trouvent déjà dégagés. La science, ou ce qu'on est convenu d'appeler plus spécialement ainsi, par ses découvertes successives soulevant tous les jours, des problèmes nouveaux, a fait le Droit moderne à son image. Elle a réalisé sa conquête, et des grands principes qui semblaient d'immobiles cariatides de marbre, elle a fait des règles souples qui se sont

adaptées à toutes les nécessités réalistes et qui ont paru puiser de la vie dans les creusets des laboratoires.

Ce serait un beau livre à faire que celui de l'influence de la science sur le Droit, depuis 1840. Toute une législation nouvelle est née du machinisme, tout un code international nouveau est sorti des découvertes de la vapeur et de l'électricité. Hier, c'étaient les téléphones, aujourd'hui, c'est la télégraphie sans fil, demain ce seront les dirigeables. Il n'y a qu'à se réjouir de ces progrès merveilleux, il n'y a qu'à laisser, avec joie, le savant et le juriste se pencher curieusement ensemble sur la route de l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

- EMILE PIÉRARD : *La Télégraphie sans fil à travers les âges.*
Journal Télégraphique de Berne : 1901, 1902, 1904.
- LÉON CAZES : *Le Monopole Postal.*
- BERTHÉLEMY : *Traité de droit administratif.* Nouvelle édition.
- LOUIS ROLLAND : *La Télégraphie sans fil et le droit des gens.*
Documents de la Conférence Internationale radiotélégraphique de Berlin : 1906.
- LOUIS ROLLAND : *De la correspondance postale et télégraphique dans les relations internationales.*
- PAUL FAUCHILLE : *Le domaine aérien et le régime juridique des aérostats* (*Revue Générale de droit international public*, t. VIII, 1901, p. 414).
- V. DE LAPPARENT : *La Télémécanique et les expériences de Branly.*
(*Correspondant*, 10 juillet 1905).
- MARCEL SEMBAT : *Rapport de la Chambre des Députés sur le budget des Postes et Télégraphes de l'exercice 1906.*

ANNEXES

I

CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

Conclue entre : l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Berlin, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques — stations côtières et stations de bord —

ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer qui sont établies ou exploitées par les Parties contractantes.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

ARTICLE 2

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

ARTICLE 3

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

ARTICLE 4

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 5

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

ARTICLE 6

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article premier, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiées dans le Règlement.

ARTICLE 7

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1^{er}, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs sont établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 8

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

ARTICLE 9

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse provenant des navires, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 10

La taxe totale des radiotélégrammes comprend :

1^o La taxe afférente au parcours maritime, savoir :

- a) La « taxe côtière » qui appartient à la station côtière;
- b) La « taxe de bord » qui appartient à la station de bord;

2^o La taxe pour la transmission sur les lignes du réseau télégraphique calculée d'après les règles générales.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont relève la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont le navire porte le pavillon.

Chacune de ces deux taxes doit être fixée suivant le tarif par mot pur et simple, avec minimum facultatif de taxe par radiotélégramme, sur la base de la rémunération équitable du travail radiotélégraphique. Chacune d'elles ne peut dépasser un maximum à fixer par les Hautes Parties contractantes.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'autoriser des taxes supérieures à ce maximum dans le cas de stations d'une portée dépassant 800 kilomètres, ou de stations exceptionnellement onéreuses en raison des conditions matérielles de leur installation et de leur exploitation.

Pour les télégrammes originaires ou à destination d'un pays et

échangés directement avec les stations côtières de ce pays, les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des taxes applicables à la transmission sur les lignes de leurs réseaux télégraphiques. Ces taxes sont celles qui résultent du principe que la station côtière doit être considérée comme station d'origine ou de destination.

ARTICLE 11

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente convention et du règlement y relatif peuvent être à toute époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ou de simples conférences administratives, selon qu'il s'agira de la convention ou du règlement, auront lieu périodiquement ; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

ARTICLE 12.

Ces conférences sont composées de délégués des gouvernements des Pays contractants.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Si un gouvernement adhère à la convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre de voix dont dispose un gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

ARTICLE 13.

Un bureau international est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la convention et au règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale.

Les frais de cette institution sont supportés par tous les pays contractants.

ARTICLE 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un pays contractant ou accepté en transit par l'administration d'un pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'administration d'un pays contractant l'a accepté en transit d'un pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un pays non contractant.

ARTICLE 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1^{er}.

ARTICLE 16.

Les gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des gouvernements contractants au sein duquel la dernière conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente convention et admission à tous les avantages y stipulés.

ARTICLE 17.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg du 10/22 juillet 1875 sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

ARTICLE 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécu-

tion, soit de la présente convention, soit du règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le bureau international prévu à l'article 13.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiquent les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leur pays relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 21.

Les Hautes Parties contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1 et, notamment, aux installations navales et militaires, lesquelles restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations font de la correspondance publique, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

ARTICLE 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} juillet 1908, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouver-

nement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 23.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

II

ENGAGEMENT ADDITIONNEL

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Chili, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de Monaco, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Turquie, de l'Uruguay :

S'engagent à appliquer à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention les dispositions des articles additionnels suivants.

I

Chaque station de bord visée à l'article premier de la Convention sera tenue d'intercommuniquer avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté respectivement par ces stations.

II

Les Gouvernements qui n'ont pas adhéré à l'article ci-dessus peuvent, à toute époque, faire connaître, en adoptant la procédure indiquée à l'article 16 de la Convention, qu'ils s'engagent à en appliquer les dispositions.

Ceux qui ont adhéré à l'article ci-dessus peuvent, à toute époque, faire connaître, dans les conditions prévues à l'article 22

de la Convention, leur intention de cesser d'en appliquer les dispositions.

III

Le présent engagement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent engagement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

(N'ont pas signé : la Grande-Bretagne et l'Italie).

III

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radio-télégraphique de Berlin, les plénipotentiaires soussignés ont convenu de ce qui suit :

I

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'à la Conférence prochaine le nombre des voix dont chaque pays dispose (article 12 de la Convention) sera décidé au début des délibérations, de manière que les colonies, possessions ou protectorats, admis à bénéficier de voix, puissent exercer leur droit de vote au cours de tous les travaux de cette Conférence.

La décision prise aura un effet immédiat et restera en vigueur jusqu'à sa modification par une Conférence ultérieure.

En ce qui concerne la prochaine Conférence, les demandes tendant à l'admission de nouvelles voix en faveur de colonies, possessions ou protectorats qui auraient adhéré à la Convention, seront adressées au Bureau international six mois au moins avant la date de la réunion de cette Conférence. Ces demandes seront immédiatement notifiées aux autres Gouvernements contractants qui pourront, dans un délai de deux mois à partir de la remise de la notification, formuler des demandes semblables.

II

Chaque Gouvernement contractant peut se réserver la faculté de désigner, suivant les circonstances, certaines stations côtières qui seront exemptées de l'obligation imposée par l'article 3 de la Convention, sous la condition que, dès l'application de cette mesure, il soit ouvert sur son territoire une ou plusieurs stations soumises aux obligations de l'article 3 et assurant le service radio-télégraphique, dans la région desservie par les stations exemptées, d'une manière satisfaisant aux besoins de la correspondance publique. Les Gouvernements qui désirent se réserver cette faculté doivent en donner notification dans la forme prévue au deuxième alinéa de l'article 16 de la Convention, ou, dans le cas d'adhésions ultérieures, au moment de l'adhésion.

Les Pays dont les noms suivent déclarent, dès à présent, qu'ils ne se réserveront pas cette faculté :

Allemagne.	Grèce.
États-Unis d'Amérique.	Mexique.
Argentine.	Monaco.
Autriche.	Norvège.
Hongrie.	Pays-Bas.
Belgique.	Roumanie.
Brésil.	Russie.
Bulgarie.	Suède.
Chili.	Uruguay.

III

Le mode d'exécution des dispositions de l'article précédent dépend du Gouvernement qui se sert de la faculté d'exemption; ce Gouvernement a pleine liberté de décider de temps en temps, suivant son propre jugement, combien de stations et quelles stations seront exemptées. Ce Gouvernement a la même liberté en ce qui concerne le mode d'exécution de la condition relative à l'ouverture d'autres stations soumises aux obligations de l'article 3 et assurant le service radio-télégraphique, dans la région desservie par les stations exemptées, d'une manière satisfaisante aux besoins de la correspondance publique.

IV

Il est entendu qu'afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions de l'article 3 de la Convention n'empê-

chent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu toutefois que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

V

L'adhésion à la convention du gouvernement d'un pays ayant des colonies, possessions ou protectorats, ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de ce gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues aux articles 16 et 22 de la Convention.

Il est entendu que les stations à bord des navires ayant leur port d'attache dans une colonie, possession ou protectorat peuvent être désignées comme relevant de l'autorité de cette colonie, possession ou protectorat.

VI

Il est pris acte de la déclaration suivante :

La délégation italienne, en signant la Convention, doit toutefois faire la réserve que la Convention ne pourra être ratifiée de la part de l'Italie qu'à la date de l'expiration de ses contrats avec M. Marconi et sa Compagnie, ou à une date plus rapprochée si le gouvernement du roi d'Italie pourra la fixer par des négociations avec M. Marconi et sa Compagnie.

VII

Dans le cas où une ou plusieurs des hautes parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du gouvernement impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	Pages
La découverte de la Télégraphie sans fil et ses conséquences...	5

PREMIÈRE PARTIE

De la réglementation administrative de la télégraphie sans fil

CHAPITRE 1 ^{er} . — La radiotélégraphie et le monopole de l'Etat...	13
CHAPITRE II. — Le Décret du 7 février 1903.....	18
CHAPITRE III. — Le Procès de la « Société Française des Télégraphes et Téléphones sans fil ».....	24
CHAPITRE IV. — Le Décret du 27 février 1904.....	29
CHAPITRE V. — Le Décret du 5 mars 1907.....	33
CHAPITRE VI. — La Télégraphie sans fil à l'étranger.....	40

DEUXIÈME PARTIE

La Télégraphie sans fil et le droit des gens

CHAPITRE I ^{er} . — La théorie des droits de l'Etat sur l'atmosphère.	47
CHAPITRE II. — Du régime international de la télégraphie sans fil en temps de paix.....	53

	Pages
CHAPITRE III. — Le régime international de la télégraphie sans fil en temps de guerre.....	58
CHAPITRE IV. — La Conférence de Berlin et ses résultats.....	63
CHAPITRE V. — Des difficultés spéciales soulevées par une réglementation internationale de la télégraphie sans fil.....	70
CONCLUSION. — La réglementation définitive de la télégraphie sans fil	76
BIBLIOGRAPHIE	81

ANNEXES

I. -- Convention radiotélégraphique internationale..	82
II. — Engagement additionnel.....	88
III. — Protocole final.....	89

VU : *Le Doyen,*
Ch. LYON-CAEN.

VU : *Le Président,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

AUXERRE-PARIS. — IMPRIMERIE A. LANIER

AUXERRE-PARIS. — IMPRIMERIE A. LANIER
